



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

CONTRE LE CHOMAGE ET LA MISERE

IL FAUT LUTTER

MAIS PAS DERRIERE LES SYNDICATS

■ En cette fin d'année 1992, partout dans le monde, il n'y aura pas de cadeaux, d'étrennes pour la classe ouvrière. Le bilan économique est proprement catastrophique et la note présentée au prolétariat qui en fait toujours les frais, impitoyable. Et pour cause, la crise mondiale du capitalisme vient aujourd'hui frapper de plein fouet le cœur du système, c'est-à-dire les Etats-Unis, le Japon, l'Europe. Les effets de celle-ci ne peuvent plus, malgré tous les efforts de la bourgeoisie, se limiter aux pays sous-développés. L'excès de richesses invendues qui entraîne une misère insupportable pour les exploités, la crise de surproduction, après avoir fait implorer les pays du tiers-monde durant les années 70 et les prétendus pays communistes à la fin de la décennie 80, vient aujourd'hui ravager le centre.

Pourtant, malgré tous les sacrifices qu'elle a déjà imposés ici, le pire de la crise se conjugue toujours au futur. D'ailleurs, la bourgeoisie elle-même ne s'en cache plus. Les annonces de plans de licenciements démentiels pour l'année 1993 ne cessent de tomber. Finies les illusions quant à la possibilité d'une

reprise économique au lendemain de la guerre du Golfe. A en croire toute cette valetaille de journalistes et d'économistes aux ordres, il faudrait accepter qu'on nous cogne dessus chaque fois plus fort, sans broncher. Comme si, pour unique espoir de toutes façons, la reprise devait, tôt ou tard, être au rendez-vous. Tout ça, c'est du flan ! L'éventualité d'une sortie de la récession est reportée aux calendes grecques. Il n'y en aura pas.

Dans ces conditions, comment pouvons-nous accepter aujourd'hui ce qui sera pire demain ? Comment pouvons-nous accepter qu'on réduise encore davantage nos maigres salaires, qu'on nous jette à la rue nous, nos enfants. C'est inadmissible, c'est une question de simple survie ! Ouvriers, votre responsabilité est immense. Vous seuls avez la clef qui peut résoudre une telle situation. Vous ne pouvez pas accepter de subir chaque jour un peu plus les coups, les attaques qu'impose la faillite d'un tel système qui, en outre, ne cesse de nourrir la guerre partout sur la planète. Si vous lui laissez les mains libres, il finira à terme, par vous faire payer, ici aussi, le prix

du sang en généralisant la barbarie.

En conséquence, il vous faut, car vous n'avez pas le choix, reprendre le chemin de vos combats contre le capitalisme. Celui de la lutte massive, unie, au-delà des secteurs et contre tous ceux qui vous divisent. Ouvriers, si vous n'en êtes pas convaincus, croyez-bien que la bourgeoisie, elle, le craint. Pour preuve, toutes les campagnes qu'elle orchestre partout, et ce bien au-delà de l'hexagone. Elle cherche sans cesse à vous attirer sur un terrain politique vicié. Celui, par exemple, de la lutte contre les "anti-démocrates racistes" que sont les Le Pen ou bien encore les néo-nazis allemands. Ne les suivez pas, là n'est pas votre combat. Toutes ces cliques bourgeoises, depuis l'extrême-droite jusqu'à l'extrême-gauche, non seulement acceptent mais servent ce système qui est pour toute la classe ouvrière synonyme de chômage, de détresse. Le racisme, la xénophobie sont les avortons naturels du capital. Si la bourgeoisie "démocratique" les exploite aujourd'hui à travers toutes ces campagnes, c'est parce qu'ils lui servent de feuille de vigne

pour masquer la dictature implacable de son système, le capitalisme.

Mais la bourgeoisie n'en reste pas là. C'est surtout lorsque vous luttez pour la défense de vos conditions de vie qu'elle vous met encore des bâtons dans les roues. A travers notamment ses syndicats, ses coordinations, elle cherche toujours à briser votre unité, à disperser votre riposte en vous enfermant dans votre entreprise, votre catégorie, votre secteur. Par là-même elle vous isole, elle vous mène à la défaite paquets par paquets et finit par vous écoeurer de la lutte en vous inoculant un sentiment d'impuissance.

Ouvriers, votre unité et votre solidarité de classe représentent une force inouïe dans la société. Cette force, vous devez l'affirmer en luttant tous ensemble, massivement, en prenant vous-mêmes en mains votre combat contre toutes les manœuvres des syndicats qui visent à vous déposséder de votre lutte.

Greg
(21.11.92)

USA, ALLEMAGNE, FRANCE...

LES "GRANDS" SONT RESPONSABLES DE LA BARBARIE GUERRIERE

■ Le 20 janvier 1993, le "démocrate" Clinton va prendre possession de l'héritage que lui aura légué l'administration républicaine de Bush. Il sera ainsi le premier président américain de l'"après-guerre froide", du "nouvel ordre mondial" que la bourgeoisie américaine, et derrière elle l'ensemble de la bourgeoisie occidentale, prétendait engendrer, après l'effondrement de l'hydre stalinienne.

Et l'élection d'un des nouveaux caïds de cette pègre internationale qu'est la bourgeoisie mondiale est l'occasion pour nous de rappeler l'énorme mensonge qu'a été ce "nouvel ordre mondial", justification cynique de la guerre du Golfe, de rappeler la nouvelle donne impérialiste qu'il annonçait, ainsi que les horreurs dont il s'est accompagné, et que nous avons sous les yeux, au nom de raisons toujours plus "humanitaires", sous le même drapeau du monde "civilisé".

La guerre du Golfe et le "nouvel ordre mondial" : tentative américaine d'assurer son leadership sur le monde

Lorsque les Etats-Unis mirent en place leur armada militaire contre l'Irak dès l'été 1990, suivis bon gré mal gré par l'ensemble des bourgeoisies occidentales, ce n'était nullement pour se faire le champion de la "démocratie montante", contre les totalitarismes dont le méchant Saddam Hussein aurait été l'incarnation, ce "nouvel Hitler" qui devait

servir d'exemple. Il s'agissait avant tout pour les Etats-Unis d'affirmer leur leadership, d'assurer leur hégémonie dans un monde où l'explosion du bloc de l'Est avait entraîné une véritable dislocation du bloc de l'Ouest pro-américain. En effet, avec la disparition du danger russe, et de sa proximité par rapport à l'Europe, s'évanouissait la justification du diktat yankee, sur les pays européens en premier lieu.

La mise en route de toute cette force guerrière face à l'Irak n'a donc pas été tant destinée à écraser Saddam Hussein qu'à faire une démonstration brutale de la puissance américaine, de sa capacité à s'imposer militairement sur le terrain, et de sa volonté déterminée d'être et de rester le seul et unique "gendarme du monde", devant des "alliés" qui tiraient à hue et à dia pour échapper à son emprise.

Et dans cette mêlée anti-US qui prenait une ampleur grandissante, l'Allemagne a tenu rapidement une place de choix, à cause de son poids économique incontestable et incontesté, à cause de sa place géopolitique centrale en Europe, et des besoins nouveaux qu'elle manifestait devant la redistribution des cartes de l'"après-bloc de l'Est". C'est justement pour contrer ces velléités de l'Allemagne, et remettre au pas les autres pays européens, que Bush mit sur pied l'opération "Tempête du désert" (opération d'une ampleur significative, contraignant tout le monde à rentrer dans le rang à travers

l'ONU, faisant payer à l'Allemagne sa participation aux massacres, non pas en hommes ni en matériel, ce qui aurait permis à celle-ci de s'afficher comme puissance militaire, mais en deutschemarks sonnantes et trébuchants, pour mieux chercher à l'humilier).

Mais cette "guerre pour la paix", toutes ces monstruosités que la coalition des "pays les plus civilisés" a organisées, ont été vaines. Car la bourgeoisie américaine n'a pas pu imposer durablement son "nouvel ordre mondial", malgré le bain de sang censé lui redonner force et toute puissance éternelles.

Le nouvel enjeu pour les Etats-Unis : empêcher la formation d'un bloc allemand

Si les Etats-Unis ont pu, le temps de cette guerre, réunir un consensus minimum des puissances occidentales derrière eux, les tiraillements et les tensions ont repris de plus belle avec la crise yougoslave, qui a révélé la complète fragilité de la coalition anti-Irak, comme sa totale artificialité au regard de la nouvelle situation internationale.

On a en effet vu une Allemagne qui n'a cessé de mettre en avant ses pions dès les premiers moments de la crise yougoslave. Ainsi, deux mois à peine après la "victoire" des alliés dans le Golfe, l'Allemagne, contre toutes les directives d'une ONU aux ordres des Etats-Unis, contre les intérêts de la Serbie alors soutenue par ceux-ci, reconnaissait

l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, poussant de fait à la partition du pays et à la guerre civile, pour son propre compte de puissance impérialiste. Et, même si elle ne peut pas être présente en tant que telle ouvertement sur le terrain, elle soutient financièrement depuis le début les sécessions slovènes et surtout croates. Surtout croates, parce-que son soutien à la Croatie devait lui assurer un accès à la Méditerranée, par la côte dalmate. Ses visées de puissance impérialiste sont même allées encore plus loin, puisqu'elle joue maintenant la carte de la partition de la Bosnie, à travers son appui aux

(SUITE PAGE 5)

SOMMAIRE

SITUATION INTERNATIONALE	
. Campagnes antifascistes en Europe	2
. Des attaques toujours plus brutales contre toute la classe ouvrière.....	2
. Elections aux USA.....	3
FRANCE	
. La bourgeoisie se prépare à affronter la classe ouvrière	4
. Expulsion des Maliens de Vincennes	4
. Suivre les syndicats, c'est courir à la défaite.....	4
FAILLITE DU CAPITALISME	
. La surproduction, mal congénital du capitalisme.....	6
. GATT : le mythe de l'Europe unie vole en éclats.....	6
VIE DE L'ORGANISATION	
. Comment comprendre les luttes massives en Italie ? ..	7
. Le syndicalisme, un poison pour les luttes ouvrières ..	5
. Russie 1917	8

Campagnes antifascistes en Europe LES OUVRIERS NE DOIVENT PAS CEDER AUX SIRENES DEMOCRATIQUES

■ *"Allemagne : sursaut contre le racisme"* titrait "Libération" le 9 novembre, *"Une manifestation contre le racisme réussie"*, renchérissait "Lutte ouvrière" (LO) du 13 novembre, tandis que "Rouge", journal de la "Ligue communiste révolutionnaire" (LCR) concluait : *"Enormes succès"*.

Une campagne internationale dirigée contre la classe ouvrière

Après la manifestation du dimanche 8 novembre 1992 qui a réuni 300 000 personnes nous venons d'assister en Allemagne à l'apothéose de la campagne médiatique sur *"la résurgence du danger nazi"* qui menacerait la société démocratique. Toutes les fractions de la bourgeoisie avaient appelé à cette manifestation : les chrétiens-démocrates de la CDU, les libéraux, les sociaux-démocrates, la gauche et l'extrême-gauche représentées par les anciens staliniens du PDS, ainsi que les Verts. Toute la cohorte des représentants des syndicats, des églises, des associations juives et les artistes en vue, et même les organisations patronales étaient là.

L'Etat démocratique a montré au grand jour sa capacité à encadrer une fraction de la classe en la faisant défilier derrière ses mots d'ordre. Rien ne fut laissé au hasard. *"Organisée la manif, huilée dans ses recoins les plus cachés"*, constatait "Libération". Et pour ceux qui, vraiment, n'avaient pas pu se déplacer, la bourgeoisie allemande avait prévu une retransmission en direct à la télévision et à la radio.

Cette manifestation n'a été que la première étape d'une campagne internationale où l'on veut faire croire aux ouvriers que l'heure est *"au rassemblement contre le nazisme"* ("Rouge" du 5.11.92), qu'il faudrait *"faire pression sur le Parti social-démocrate pour qu'il maintienne, contre sa direction, le combat pour le droit d'asile"* (idem).

Une seconde manifestation, le 14 novembre, a rassemblé 100 000 personnes à ce sujet. Déjà en Italie, ont eu lieu de semblables rassemblements à Rome et à Milan, qui toutefois, n'ont pas connu le même succès.

A Bruxelles, un rassemblement encadré par les syndicats a eu lieu et la FGTB (syndicat socialiste) propose une nouvelle manifestation le 21 mars 1993 pour l'égalité des droits et le droit d'asile pour les immigrés. En Grande-Bretagne, aussi, une manifestation nationale était prévue pour le 21 novembre.

En Espagne, cette même campagne s'est déchaînée à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Franco où on a vu toute la bourgeoisie "démocratique" appeler à une manifestation massive contre le retour des "hordes" franquistes.

Cette campagne menée pour répondre, en Allemagne, aux violences des groupes de nazillons et de skinheads, qui sont en grande partie directement manipulés par les services du gouvernement démocratique de Kohl et encadrés par d'anciens membres de la Stasi (ancienne police politique de RDA) a pour but de recréer un appareil d'encadrement démocratique (parlement, partis de gauche, gauchistes et syndicats) qui ne parvient plus à obtenir l'adhésion de toute la classe ouvrière.

Avec toute cette polarisation sur le racisme, ce n'est plus le combat pour ses propres intérêts face aux attaques économiques, au chômage qui est à l'ordre du jour pour le prolétariat, mais l'"union du peuple", la solidarité entre les classes pour "sauver la démocratie en danger".

Derrière ces campagnes anti-racistes et anti-fascistes, il s'agit pour la bourgeoisie de détourner la classe ouvrière de ses préoccupations propres, afin de l'entraîner sur un terrain qui n'est pas le sien, celui de la défense de l'Etat bourgeois. Alors que partout, face aux attaques incessantes contre les conditions de vie ouvrière, l'heure est à une nouvelle reprise des combats de classe comme on l'a vu avec les luttes massives en Italie (voir "RI" n° 217), la bourgeoisie cherche, par ces campagnes, à dévoyer les ouvriers de leur terrain de lutte pour les amener à faire cause commune avec leurs propres exploitateurs.

"Il en va de notre Etat démocratique, sa faiblesse ou sa force est la notre", déclara pathétiquement le Président allemand au cours du meeting final, avant de conclure : *"Nous ne*

devrions pas oublier pourquoi la république de Weimar a sombré, non parce qu'il y eut trop de nazis trop tôt, mais parce que pendant longtemps, il y eut trop peu de démocratie."

La classe ouvrière a toujours payé au prix du sang ses illusions sur la démocratie

Les ouvriers ne doivent pas oublier les leçons de l'histoire, car ils ont toujours payé au prix de leur sang leurs illusions sur la démocratie véhiculées par les partis de la gauche du capital. Ils doivent se souvenir que c'est sous couvert d'antifascisme que la bourgeoisie du bloc démocratique, lors de la deuxième guerre mondiale, a enrôlé les prolétaires pour les envoyer à la boucherie qui fit 50 millions de morts. C'est au nom de la démocratie, que fut jetée la bombe atomique d'Hiroshima et que la population civile d'Allemagne fut systématiquement anéantie sous les bombes incendiaires (lire à ce sujet la "Revue Internationale" n° 66).

Contrairement à ce que la bourgeoisie veut faire entrer dans la tête des prolétaires, ce n'est pas le fascisme qui constitue aujourd'hui le principal danger pour eux, mais l'antifascisme et toutes les idéologies "démocratiques" qui l'accompagnent (1).

Contrairement au mythe que la bourgeoisie entretient depuis 50 ans, ce ne sont pas les bandes nazis qui ont été les premières responsables de l'écrasement du prolétariat dans les années 30, ouvrant la période de terreur, mais la social-démocratie qui, au cours de la vague révolutionnaire des années 1917-1923, écrasa les insurrections ouvrières. Ce sont les gouvernements sociaux-démocrates de l'Etat démocratique qui, aux moments les plus décisifs, ont assuré, par la mitraille, la défense de l'ordre capitaliste de la République de Weimar.

- Ce sont les "socialistes" Noske et Scheidemann qui ont réprimé les luttes révolutionnaires du prolétariat de janvier et mars 1919 et assassiné leurs dirigeants Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

- Ce sont ces mêmes bourgeois qui persécutèrent les ouvriers en grève en mars 1921 et 1923, ce sont toujours les sociaux-démocrates

qui envoyèrent les régiments de la Reichswehr pour désarmer les prolétaires de Saxe et de Thuringe.

- Enfin, c'est la police "démocratique" qui réprima la révolution de Hambourg de 1923.

Voilà les hauts faits d'armes de la démocratie bourgeoise qui ont servi de marche-pied à la victoire du nazisme (Hitler fut nommé Chancelier par le Président Hindenburg, présenté comme un rempart contre le nazisme et élu en 1932 avec l'appui des "socialistes").

De même, en Italie, la victoire des fascistes de Mussolini n'intervint qu'après que la lutte prolétarienne fut battue par l'action directe de l'Etat et l'appui de la CGT qui brisa les grèves lors des occupations d'usines en 1920. Quant aux "démocrates", ils n'hésitèrent pas aux élections de 1921 à constituer un "bloc national" (libéraux + droite) incluant les fascistes. En juin-juillet 1921, le PSI concluait "un pacte de pacification" avec les fascistes.

Ainsi, c'est grâce aux dignes représentants de la démocratie que la voie a pu être ouverte au fascisme, celui-ci n'intervenant que pour couronner la défaite sanglante du prolétariat.

Il n'y a pas de différence de nature entre le fascisme et l'antifascisme, entre le racisme et l'antiracisme, entre le totalitarisme et la démocratie, ce sont les deux facettes complémentaires d'un même système : le capitalisme. La classe ouvrière doit se détourner résolument de tous les chants de sirène qui cherchent à lui faire croire que ce combat pour la démocratie lui appartient. Non seulement parce qu'à chaque fois qu'elle s'est laissée embarquer derrière ces illusions, elle l'a payé très cher, mais encore parce que c'est le seul moyen pour elle de pouvoir défendre ses propres intérêts face à la misère croissante que lui imposent quotidiennement ces mêmes "démocrates".

Yannis

(1) Nous ne pouvons développer dans le cadre de cet article notre analyse sur le "cours historique" qui explique pourquoi, contrairement aux années 30, la victoire du fascisme n'est pas un danger aujourd'hui. Nous renvoyons nos lecteurs aux articles parus dans la "Revue Internationale" n° 18 et n° 71 qui traitent de cette question.

PARTOUT EN EUROPE DES ATTAQUES TOUJOURS PLUS BRUTALES CONTRE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE

■ Pour la bourgeoisie européenne, plus moyen de repousser encore les échéances imposées par la crise économique. Les plans d'austérité draconiens du début de l'automne (Italie, Espagne...) sont tout juste en place que des mesures supplémentaires de rigueur, de nouvelles compressions des salaires s'abattent sur les travailleurs.

En Italie, le chômage frappe aujourd'hui 71 % de jeunes de moins de trente ans. Les travailleurs ne peuvent plus, depuis longtemps, se faire aucune illusion sur des lendemains plus sereins, d'autant que chaque mois qui passe de nouveaux licenciements massifs sont prononcés (Maserati va licencier 1047 personnes et ferme l'unité de Lambrate près de Milan).

Après le plan d'austérité de septembre dernier, qui a provoqué une explosion massive de colère ouvrière (voir "RI" n° 216 et n° 217), le gouvernement Amato vient de confirmer, d'une part une réduction de 200 milliards de francs sur le budget de 1993, et, d'autre part, un plan de privatisation des principales entreprises publiques sur les trois années à venir (banques, assurances, compagnies d'énergie et activités industrielles comme l'agro-alimentaire, les télécommunications...).

En Espagne, les syndicats tous unis font preuve de responsabilité face à la crise. UGT, Commissions Ouvrières et confédération patronale se retrouvent en accord unanime sur ce point : modérer les salaires. Le gouvernement agit avec un cynisme sans nom, reniant

les accords passés : ainsi, à Séville, un accord d'augmentation salariale signé en mars dernier concernant le personnel hospitalier a été purement et simplement annulé, "en attendant des jours meilleurs" qui ne viendront jamais.

Pendant ce temps, les mesures draconiennes continuent de pleuvoir : gel des salaires dans la fonction publique, réductions d'effectifs (notamment dans la sidérurgie où 9707 licenciements sont prévus), élimination progressive de toutes les prestations sociales, augmentation des impôts et des taxes sur l'eau, les carburants, les voitures.

En Grande-Bretagne, après l'annonce de la fermeture de 31 puits miniers (voir "RI" n° 217), le gouvernement Major vient de décider une nouvelle série d'attaques contre toute la classe ouvrière : 9000 licenciements secs viennent encore d'être annoncés, dont 5000 dans les chemins de fer d'ici quatre mois, blocage des salaires dans les services publics, fermeture d'ici deux ans d'un quart des services hospitaliers des hôpitaux de Londres, ce qui représente la suppression de 27 000 emplois.

Mais l'acharnement à faire payer les ouvriers ne connaît ni sursis ni limitation. Début novembre, la décision de supprimer les conseils de rémunération (1) tombe comme un couperet. Pour 2,5 millions de salariés concernés par cette mesure, c'est la fin d'un revenu minimum déjà maigre (par exemple dans l'hôtellerie, le taux horaire obligatoire était de 23 F à comparer avec le SMIC fran-

çais de 34,06F), et la soumission aux lois du marché, c'est-à-dire une dégringolade sans fin de leur niveau de vie et la généralisation du travail précaire.

En Allemagne, le chancelier Kohl multiplie ses déclarations vigoureuses appelant les salariés à *"contribuer activement par leur travail et des sacrifices, à la réussite de la réunification"*. Sans doute au nom de ces mêmes sacrifices 12 500 emplois seront supprimés chez Volkswagen d'ici la fin 1994.

La seule perspective pour les travailleurs c'est celle de nouvelles hausses d'impôts, assortie, comme il en est fortement question, d'un allongement du temps de travail et de "limitation" des coûts salariaux. Le ministre des finances propose que la hausse des salaires dans les services publics soit limitée à un ajustement sur le taux d'inflation. Pendant ce temps, les prestations sociales subissent de nouvelles amputations, en particulier les aides aux demandeurs d'asile et les allocations de maternité.

En Belgique, comme partout ailleurs en Europe, les attaques portées aux travailleurs sont impitoyables : suppression des barèmes fiscaux (ce qui se traduira rapidement par une augmentation sans réserve des impôts), augmentation des cotisations sociales et de toute une série de taxes (tabacs, alcools, carburants...). Le gel des budgets de fonctionnement des ministères implique à court terme la disparition de 3000 emplois chez les fonctionnaires et de plusieurs milliers

d'emplois chez les enseignants. La mode des restructurations d'entreprises fait elle aussi ses victimes : IBM licencie 1400 personnes, la dernière mine de charbon (Zolder) ferme ses portes...

Et pour devancer la terrible difficulté que crée l'accélération sans précédent du chômage, la bourgeoisie a décidé d'exclure purement et simplement 100 000 chômeurs du droit aux allocations.

En France, le nombre de chômeurs continue de s'enfler démesurément, tandis que, chaque jour, on annonce de nouvelles suppressions d'emplois : 33 600 dans la métallurgie, 9500 dans les travaux publics, 5000 pour la période 1991-1993 à Air France. A Chausson, 1285 emplois devront être supprimés d'ici mars 1993...

Si le gouvernement hésite à prendre des mesures "impopulaires", ce n'est qu'un maigre sursis lié à la perspective d'élections proches : comme partout, les indicateurs économiques virent au rouge.

Aucune fraction de la classe ouvrière ne peut aujourd'hui prétendre échapper à l'offensive de la bourgeoisie.

Pour notre classe, il n'y a pas d'autre choix que de résister aux attaques, que de lutter sous peine de devoir subir d'autres coups plus douloureux encore.

MO

(1) Ces organismes créés en 1909 avaient pour fonction de fixer le taux horaire minimum obligatoire dans certains secteurs (hôtellerie, textile, restauration, coiffure...) en l'absence d'un salaire minimum comme en France.

Elections aux USA

UN PRESIDENT "NEW LOOK"

POUR MIEUX DEFENDRE LES INTERETS DU CAPITAL

Après douze ans de gouvernement républicain, un nouveau président démocrate accède aujourd'hui à la tête de l'Etat américain avec la victoire électorale de Bill Clinton. Il y a un an, la défaite de Bush aurait été inconcevable. On se souvient, en effet, qu'à l'époque, le vainqueur de la guerre du Golfe avait battu tous les records de popularité et était présenté comme le leader incontesté de toute la bourgeoisie mondiale. Ce retour du parti démocrate au gouvernement n'est nullement un événement accidentel qui aurait échappé au contrôle de la bourgeoisie américaine (comme cela avait été le cas en France avec l'élection de Mitterrand en mai 81). Elle s'explique, en réalité, par l'évolution de la situation tant aux USA que sur le plan international depuis la fin de la guerre du Golfe.

■ Malgré tous les efforts de Bush pour tenter de relever sa cote de popularité, les sondages en faveur de Clinton n'ont cessé depuis plusieurs mois de faire apparaître un mécontentement croissant dans la population face à la politique économique catastrophique de l'administration Bush. Après avoir misé sur le candidat républicain au début de la campagne électorale (comme en témoigne l'inquiétude de certains secteurs de la bourgeoisie, qui s'est traduite par une baisse de la bourse cet été lorsque fut annoncée l'avance de Clinton dans les sondages), c'est de façon délibérée que la bourgeoisie américaine a changé son fusil d'épaule à partir de l'été dernier en soutenant le candidat démocrate.

Dès lors, on a vu de plus en plus de fractions de la classe dirigeante lâcher le candidat Bush, y compris au sein même du parti républicain. Ainsi, lors de la convention républicaine, la fraction la plus à droite de ce parti (Buchanan et compagnie) a fait le forcing pour obliger Bush à s'aligner sur ses positions les plus impopulaires (contre l'avortement, pour la défense de l'ordre moral, etc...), ce qui a permis de renforcer encore la remontée de Clinton dans les sondages. Par ailleurs, on a vu également toute la presse, les médias et même les acteurs d'Hollywood apporter, pour la première fois depuis longtemps, leur soutien au candidat démocrate. Enfin, la seconde candidature de Ross Perot, lequel a bénéficié de l'appui de partisans de l'ex-président Nixon, a coûté elle aussi pas mal de voix à Bush puisque le milliardaire texan ne s'est pas privé de dénoncer la gravité de la situation économique de même que la politique extérieure menée par le président sortant. C'est ainsi que Perot a éventé devant des dizaines de millions d'électeurs la manoeuvre américaine qui avait conduit Saddam Hussein à envahir le Koweït en même temps que la presse faisait éclater le scandale de "l'Irakgate".

L'alternance : une nécessité de l'heure pour la bourgeoisie américaine

En misant sur le candidat Clinton en fin de parcours, il est clair que la bourgeoisie américaine a choisi une nouvelle option politique. Car si tel n'avait pas été le cas, elle n'aurait pas hésité, comme c'est la coutume dans le cirque électoral aux USA, à sortir un bon scandale pour torpiller l'ascension des démocrates les plus susceptibles de gagner les élections, de la même façon qu'elle l'avait fait pour Gary Hart en 84, ou dans les années 70 pour Ted Kennedy.

La première raison qui explique cette réorientation de l'appareil politique bourgeois aux USA réside dans la nécessité pour la classe dominante de redonner du crédit au jeu démocratique dans un pays où les taux d'abstention ne cessent de croître au fil des années. En ce sens, la bourgeoisie américaine a su, à travers le suspense entretenu par cette campagne présidentielle, en partie grâce à la candidature Perot, réanimer l'intérêt pour les élections, comme en a témoigné le fort taux de participation.

De plus, en jouant la carte de l'alternance, la bourgeoisie américaine visait aussi à redorer le blason terni de sa "démocratie". L'enfoncement de l'économie américaine dans une récession catastrophique, avec tout

ce qu'il a impliqué ces deux dernières années comme dégradation des conditions de vie de la classe ouvrière, a en effet participé à enlever à l'administration Bush tout le bénéfice qu'elle avait retiré de la guerre du Golfe. La plus grande "démocratie" du monde qui prétendait terrasser la "barbarie" hors de ses frontières a montré son vrai visage : celui d'un Etat qui mène une politique d'attaques impitoyables contre la classe ouvrière. Face à ces désillusions dans la population sur les bienfaits de la démocratie, la bourgeoisie américaine devait réagir. En cherchant avec Clinton à ravalier la façade de l'Etat américain, la classe dominante vise aujourd'hui à faire croire que le changement ne peut venir que d'une "meilleure" gestion de l'économie nationale grâce à un gouvernement "new look" avec à sa tête un président défendant un programme plus "social".

Par ailleurs, cette carte de l'alternance, la bourgeoisie américaine ne pouvait pas attendre pour la jouer. En effet, la situation de calme social qui prévaut aujourd'hui aux USA ne pourra durer éternellement. Malgré le retard du prolétariat dans ce pays, notamment sur le plan de son niveau de conscience, la gravité des attaques qu'il subira de toutes façons va le pousser à terme à reprendre, lui aussi, le chemin de ses luttes. Cette perspective d'un nouveau redéploiement de la combativité ouvrière telle qu'elle est annoncée par les luttes récentes en Italie, la bourgeoisie américaine ne pourra pas y échapper. C'est bien pour cela qu'elle ne pouvait pas attendre encore quatre ans pour remettre les démocrates au gouvernement, à un moment où la reprise des combats ouvriers nécessiterait que toutes les fractions de gauche du capital assument dans l'opposition leur rôle de dévoilement et d'encadrement de la classe ouvrière. Et c'est bien parce que cette reprise de la combativité ouvrière est, dès à présent, à l'ordre du jour dans tous les pays, que la bourgeoisie américaine s'est néanmoins gardé une porte de sortie. En effet, dans la mesure où le nouveau président des USA représente l'aile droite du parti démocrate, ce choix n'hypothèque nullement la capacité des fractions radicales de ce parti et des syndicats à se démarquer de Clinton, si le besoin s'en faisait sentir, pour affronter dans l'opposition tout surgissement de la colère ouvrière.

Mais la réactivation du jeu démocratique face à la classe ouvrière ne constitue pas l'unique raison qui a motivé une telle réorientation de l'appareil politique aux USA. Cette nouvelle option correspondait aussi à la nécessité, pour la bourgeoisie de la première puissance mondiale, de mieux affronter les turbulences de la situation à venir, sur le plan tant de l'aggravation de la crise économique que des rivalités impérialistes.

Une seule perspective : encore plus de barbarie guerrière...

La guerre du Golfe avait constitué le sommet de la puissance impériale des USA. Elle était un moyen de couronner avec éclat la disparition définitive de cet "empire du mal" que fut l'ex-bloc soviétique. A travers cette démonstration de force en Irak, la bourgeoisie américaine avait réussi à afficher sa suprématie totale sur le monde, en obligeant notamment ses ex-alliés à s'aligner derrière elle (que ce soit par leur contribution militaire ou financière) afin de les empêcher de jouer leur propre carte dans l'arène impérialiste mondiale.

Cependant, malgré les gigantesques moyens mis en oeuvre, la bourgeoisie américaine n'a pas été en mesure d'empêcher la contestation de son "nouvel ordre mondial" ces deux dernières années (voir notre article page 1). C'est ce bilan globalement négatif de l'administration Bush dans l'arène impérialiste mondiale que toute la classe dominante aux USA voulait également sanctionner. Même si Bush a montré sa capacité à gérer de façon remarquable l'opération "Tempête du Désert", même si un autre président n'aurait certainement pas fait mieux, cela fait partie des moeurs de la bourgeoisie américaine de congédier sans ménagement les "loosers".

Il est clair qu'aujourd'hui, l'oncle Sam doit

réagir face aux avancées stratégiques de l'Allemagne (non seulement en Yougoslavie mais également en Turquie et en Afghanistan). Pour réaffirmer ce rôle de seul gendarme du monde, à travers de nouvelles croisades militaires, elle peut compter sur Clinton qui, non seulement a soutenu sans réserve la politique belliciste de Bush, mais n'a pas hésité à faire de la surenchère en dénonçant haut et fort la "mollesse" de l'administration républicaine face à la crise irakienne au cours de l'été dernier.

Par ailleurs, cette détermination de Clinton à défendre par les armes les intérêts de l'impérialisme américain se situe dans la droite ligne de la politique belliciste menée depuis toujours par les démocrates lorsqu'ils étaient à la tête de l'Etat (que ce soit les gouvernements Roosevelt dans la seconde guerre mondiale, puis Truman à qui on doit le lancement des deux bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, ou encore Kennedy et Johnson qui, dans les années 60, se sont respectivement distingués en prenant l'initiative et en développant la guerre du Vietnam).

Ainsi, si la bourgeoisie américaine accorde aujourd'hui sa confiance à un candidat démocrate, c'est parce qu'elle a la garantie que celui-ci saura, comme ses prédécesseurs, mener les opérations militaires nécessaires à la réaffirmation des USA comme première puissance impérialiste mondiale. De plus, contrairement à Bush, la crédibilité populaire dont bénéficie Clinton, constitue un atout qui va permettre aujourd'hui à l'Etat américain de faire passer plus facilement cette politique belliciste.

Voilà la seule perspective qu'annonce l'accession du candidat démocrate aux rênes du pouvoir : en continuant et renforçant la politique de Bush, Clinton nous promet à coup sûr de nouveaux déchainements de la barbarie guerrière partout où le leadership des USA sera contesté.

... et de misère pour la classe ouvrière

Mais la cause essentielle de cette réorganisation de l'appareil politique aux USA réside dans la nécessité pour la bourgeoisie de tenter d'assainir une économie qui plonge chaque jour plus dans le gouffre de la récession. Malgré tous les artifices utilisés par la gestion républicaine pour tenter une nouvelle relance économique (politique d'endettement, baisse des taux d'intérêts, allègement des impôts pour les capitalistes), Bush n'est pas parvenu à inverser la tendance, comme en témoignent l'augmentation croissante du taux de chômage de même que l'état de délabrement catastrophique des centres urbains, digne des pays du tiers-monde. C'est surtout ce bilan économique et social désastreux qui a poussé la bourgeoisie américaine à chasser Bush de la Maison Blanche et à choisir une nouvelle option économique. En effet, l'échec de Bush a signé la faillite de toutes les illusions de la classe dominante sur les "reaganomics", c'est-à-dire de toutes les recettes qui prétendaient favoriser le libre jeu du secteur privé contre toute intervention massive de l'Etat. Ainsi, le libéralisme économique de Reagan dont Bush s'est fait le continuateur, et qui consistait à baisser les impôts pour les revenus les plus élevés afin de permettre une relance des investissements dans l'appareil productif s'est soldée par un lamentable fiasco : les "riches", c'est-à-dire les capitalistes, n'ont pas placé leur fortune dans l'investissement productif mais dans la spéculation. Cette spéculation effrénée sur les monnaies, les taux de change ou l'immobilier, non seulement n'a pas permis d'améliorer la compétitivité de l'économie américaine face à ses rivales européennes et japonaise, mais elle a participé encore à aggraver la situation en fragilisant tout le système financier et bancaire du pays.

C'est pour cela que, face à l'aggravation catastrophique de la crise aux USA, l'élection de Clinton répond à la nécessité pour la bourgeoisie de réorienter sa politique économique : le programme du candidat démocrate préconise en effet une intervention plus importante de l'Etat dans les investissements (notamment à travers la mise en oeuvre d'une politique de grands travaux) afin de limiter

les dégâts causés par la spéculation (1).

Mais cette nouvelle orientation ne signifie nullement une perspective d'amélioration de la situation économique. Aux USA comme partout ailleurs, la crise va continuer ses ravages et quelles que soient les recettes qui seront utilisées, la bourgeoisie ne pourra pas endiguer l'effondrement inéluctable de son système.

Malgré les beaux discours de Clinton, malgré toutes les mesures "sociales" qu'il prétend mettre en place, la classe ouvrière n'a aucune illusion à se faire : ce qui l'attend aux USA, comme dans les autres pays industrialisés, c'est une aggravation toujours plus catastrophique du chômage et de la misère. Augmentation des impôts, baisse du salaire social, licenciements massifs..., voilà le seul programme à l'ordre du jour pour tous les gouvernements, qu'ils soient de droite ou de "gauche".

Face à cette misère effroyable et à la barbarie sanglante que nous promet toute la bourgeoisie, la classe ouvrière devra nécessairement développer ses luttes, non seulement pour la défense de toutes ses conditions de vie, mais pour pouvoir affirmer sa propre perspective, celle du renversement du capitalisme. C'est ce défi posé par la gravité de la situation historique présente que le prolétariat devra relever s'il veut se sauver lui-même et avec lui toute l'humanité.

Camille

(1) Cette nouvelle orientation économique, qui signe la fin de l'ère du libéralisme préconisé par Reagan et Thatcher, est d'ailleurs une politique déjà mise en oeuvre dans les autres pays industrialisés (notamment en Grande-Bretagne avec le gouvernement Major).

Courant Communiste International	
Revue Internationale / 71	
4e trimestre 1992	15FF/75FB
Situation internationale DERRIERE LES OPERATIONS "HUMANITAIRES", LES GRANDES PUISSANCES FONT LA GUERRE	
Crise économique mondiale CATASTROPHE AU COEUR DU MONDE INDUSTRIALISE	
La révolution russe, I LA PREMIERE REVOLUTION MASSIVE ET CONSCIENTE DE L'HISTOIRE	
Bilan, 1935 L'ECRASEMENT DU PROLETARIAT ALLEMAND ET L'AVENEMENT DU FASCISME	
Le communisme n'est pas un bel idéal, mais une nécessité matérielle, IV LE COMMUNISME : VERITABLE COMMENCEMENT DE LA SOCIETE HUMAINE	

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

Recomposition au sein de la gauche du capital

LA BOURGEOISIE SE PREPARE A AFFRONTER LA CLASSE OUVRIERE

■ Fin octobre, une quarantaine de "personnalités politiques" lançait un appel pour une "recomposition de la gauche" en France. Et quelles personnalités ! Un ramassis hétéroclite de vieux renards et de jeunes loups représentant d'une part toutes les "tendances" du PS (à l'exception notable du "courant Rocard"), Poperen, Cheysson, Cambadélis, Dray, des proches de Chevènement..., et de l'autre toutes les tendances contestataires encore à l'intérieur du parti stalinien, des "refondateurs" jusqu'aux "rénovateurs". A leurs côtés, figurait une brochette de porte parole de la "mouvance écologiste". En même temps, la plupart de ces gens-là, qui ne sont pas des novices en matière d'exécution des basses oeuvres de la bourgeoisie, s'acquinaient à d'autres acolytes, en particulier pêle-mêle aux dirigeants de l'organisation trotskiste LCR, à une flopée d'anciens gauchistes, à des responsables syndicaux ou à d'ex-leaders des "coordinations", pour parrainer la sortie d'une nouvelle revue éditée par "Politis", dont la majeure partie du premier numéro était consacrée au même projet : la "recomposition à gauche". Parallèlement, Marie-Noëlle Lienemann, membre de la tendance "gauche socialiste" du PS et réputée comme "enfant terrible du parti", jetait un gros pavé dans la mare du gouvernement, auquel elle participe, en déclarant publiquement dans une interview journalistique : "Le PS a fait son temps. Il faut changer d'air."

Pourquoi un tel remue-ménage ?

A quoi riment tous ces grenouillages, toutes ces déclarations fracassantes ? Les protagonistes n'en font pas grand mystère. C'est "face au constat de défaillance des organisations politiques de gauche" qu'elles affichent leurs intentions de "prendre la relève du PS et du PC

dans leurs formes actuelles."

Effectivement, la faiblesse des partis traditionnels d'encadrement de la classe ouvrière, l'état de délabrement avancé dans lequel ils se trouvent et surtout le discrédit idéologique sans précédent qu'ils connaissent aujourd'hui, sont dramatiques... pour la bourgeoisie française. Il s'agit là d'une énorme carence dans l'appareil politique de la classe dominante. C'est pour cela que ces gens-là essaient par tous les moyens de combler cette carence en cherchant à construire, de bric et de broc, une "nouvelle gauche". C'est pour cela qu'ils se démènent comme ils peuvent pour rameuter les plus larges fractions possibles de la bourgeoisie autour de ce projet. C'est pour cela qu'ils lancent leurs filets tous azimuts, en direction de l'écologie et du féminisme, ou en appelant les gauchistes à la rescousse (1).

Quant à la question de savoir pourquoi la réalisation de cet objectif apparaît si précipitée et si urgente, cela aussi nos apôtres de la recomposition de la gauche, ces âmes damnées de la bourgeoisie, sont contraints d'en faire l'aveu implicite quand ils parlent de "cassure grave entre les couches profondes du peuple et les structures politiques" ("Appel des 40"). En effet, ce sont moins les échéances électorales qui sont en cause, que l'urgence de faire face à la montée de la colère dans les rangs ouvriers face à l'accélération terrible de la crise et des attaques que la bourgeoisie s'apprête à assener et assène déjà sur la tête des prolétaires. Alors que d'inévitables luttes ouvrières se profilent à l'horizon, la classe dominante ne peut absolument plus se permettre de laisser le terrain social en friche.

C'est bien pour ce motif que, dans le même temps, la bourgeoisie est poussée à renforcer au maximum les syndicats qui sont les forces principales d'encadrement des ouvriers sur le terrain, face à la lutte de classes. Voilà à quoi

correspondait le remplacement de Bergeron par Blondel à la tête de FO, qui a permis à ce syndicat de gommer son image traditionnelle de syndicat modéré et consensuel. Voilà pourquoi le syndicat CGT cherche depuis des mois à donner l'image d'un syndicat "champion intransigeant de la lutte", et pourquoi son nouveau secrétaire général Viannet multiplie les discours "radicaux". Voilà la clef du récent et brutal limogeage, aux commandes de la CFDT, de Kaspar, trop marqué par son "copinage" avec le PS, et son attitude ouvertement conciliante et complaisante avec le gouvernement. Son remplacement par Nicole Notat traduit bien cette tendance générale à une réorientation "plus à gauche" des principaux syndicats, visant à faire face aux ressurgissements prévisibles de la combativité ouvrière.

Le rétablissement des "valeurs de la gauche" : encore et toujours les mêmes pièges antiouvriers

Cela veut dire que des fractions significatives de la bourgeoisie sont amenées à se désolidariser du langage "responsable" proche du gouvernement pour revenir à un "vrai langage de gauche", "social", plus proche des ouvriers. C'est pour cela que les "40" proclament que "le renoncement (du gouvernement) à la justice sociale, au droit au travail, à la formation et au logement, est incompatible avec les idéaux et la pratique d'une gauche large et rassembleuse".

Ces syndicats "repeints en rouge", cette gauche en voie de recomposition, prompts à dénoncer les "trahisons" et les "abandons" de la maison mère, se proclament les défenseurs des "vraies valeurs de la gauche". Il s'agit de persuader les ouvriers qu'ils vont retrouver, grâce à eux, des orientations et des organes

efficaces pour mener leurs luttes.

En fait, ils montent au créneau, s'organisent et se concertent pour fourvoyer les ouvriers en remettant en circulation, sous un nouvel emballage, les mêmes produits idéologiques avariés qui ont fait, en leur temps, les beaux jours mystificateurs du PS, du PC et des syndicats dans l'opposition.

Il suffit de feuilleter leurs publications pour s'en convaincre : la réduction du temps de travail, présentée comme une réforme radicale pour combattre le chômage, la remise en selle de thèmes comme celui de l'autogestion (qui avait pourtant, perdu toute emprise sur les ouvriers depuis la fin des années 70, après l'échec cuisant de Lip et d'autres exemples similaires) ou encore les remèdes qu'ils prétendent apporter à la "crise du syndicalisme", etc.. Voilà le genre de recettes frelatées qui sont aujourd'hui mitonnées dans leurs cénares, voilà les mystifications qu'ils s'apprêtent à développer dans leurs discours et à jeter demain en pâture aux ouvriers pour empoisonner leur conscience et pourrir leurs luttes.

Pour pouvoir déjouer ces pièges que se présentent à déployer ces défenseurs patentés de l'ordre bourgeois, ce n'est pas seulement le PS et le PC que les ouvriers doivent rejeter aujourd'hui, mais toutes les illusions antiouvrières que la gauche a toujours véhiculées.

CB

(1) Cet état catastrophique de la gauche contraint d'ailleurs l'appareil stalinien lui-même à bouger. On a récemment vu Marchais appeler "à de nouveaux rapprochements" et adresser une circulaire à "toutes les associations et formations de gauche et de progrès" incluant pour la première fois les trotskistes de la LCR et de LO, pour les inviter à "participer à un large débat national entre tous ceux qui veulent combattre les politiques de droite."

Expulsion des Maliens de Vincennes

QUAND LA RACAILLE STALINIENNE JOUE LES BONNES SOEURS

■ "Indigne", "inadmissible", "révoltant"... Les loups de la démocratie bourgeoise ont élevé un écoeurant chœur de pleureuses contre le gouvernement "socialiste" après la brutale opération quasi-militaire, effectivement infâme, menée contre les 682 malheureux sans-abri maliens de Vincennes. Du RPR de Pons à la LCR de Krivine en passant par la CGT de Viannet et du MRAP à SOS-Racisme sans oublier la Ligue des Droits de l'Homme, tout ce que la classe dominante compte d'âmes bien-pensantes (en dehors du FN qui s'est au contraire montré réjoui) a énergiquement porté son soutien, non pas aux pitoyables victimes de l'exaction policière de l'Etat, mais au mensonge de la démocratie avec sa prétendue équité sociale. Car un tel coup ne peut évidemment manquer de dévoiler un peu plus cette mystification bourgeoise aux yeux de l'ensemble des ouvriers, qu'ils soient immigrés ou non.

Au sein de ce répugnant concert d'hypocrisies, deux voix particulièrement abjectes se sont fait entendre. D'abord celle de Marie-Noëlle Lienemann, ex-gauchiste soixante-huitarde reconvertie en ministre du Logement (et qui, comme le dit Fabius, "crache dans la soupe du PS" en ce moment au nom des "valeurs oubliées de la gauche"). Cette crapule a osé justifier l'initiative du gouvernement au titre de l'humanitarisme et de la protection des familles maliennes contre les rigueurs de l'hiver.

Mais le comble de l'ignominie est atteint avec le PCF. Celui-ci, par la bouche de ses élus de Limeil-Brevannes, la commune dans un hôpital de laquelle ont été déportés un grand nombre des Maliens, s'est ainsi récrié : "La colère est grande, et il n'y a pas de mots assez forts pour condamner les méthodes utilisées par le gouvernement socialiste (...). Il est scandaleux de vouloir héberger des familles dans une ancienne salle commune, équipée de 75 lits aux matelas douteux, pour recevoir plus

de 100 personnes", etc.

Alors là, le cas se présente vraiment de le dire, c'est l'hôpital qui se fout de la charité ! A qui le PCF entend-il faire croire qu'il éprouve sincèrement une compassion prolétarienne envers les victimes de l'acharnement capitaliste ? En matière d'actes scandaleux et de spéculation bourgeoise sur le dos des ouvriers, n'a-t-il pas lui-même, pas plus tard qu'en juillet dernier (voir "RI" n° 216), armé le bras de la police de sa municipalité de Montreuil-sous-Bois pour jeter à la rue, sans aucun ménagement, une vingtaine de travailleurs immigrés logés dans des hôtels rachetés par la société immobilière stalinienne Semimo B ? De quelles méthodes humaines peut bien se prévaloir le parti qui joue aujourd'hui les antiracistes vertueux et les pourfendeurs du néocolonialisme à la sauce du PS, lui qui, en 1979, s'est rendu coupable de l'ignoble commando du bulldozer lancé à Vitry contre un foyer d'immigrés, précisément, maliens ?

Marchais et les siens sont plus francs lorsqu'ils concèdent que, à Vincennes, "la situation ne pouvait plus durer". Ce désordre devait trouver remède pour la bourgeoisie. Plus que n'importe quel organe politique de la bourgeoisie (et voilà en quoi il est plus dangereux que les autres), le PCF apparaît en effet conscient que la crise capitaliste, avec le criant problème du logement qu'elle suscite et les licenciements massifs qu'elle commande, expose l'Etat au désordre de soulèvements ouvriers. Le nécessaire combat unifié que toutes les fractions, "françaises" ou "étrangères" du prolétariat devront entreprendre contre le déferlement de la misère capitaliste ne pourra donc faire l'économie d'un affrontement central avec les forces stalinienne, ces ultimes remparts de l'Etat bourgeois.

Sonia

SUIVRE LES SYNDICATS, C'EST COURIR A LA DEFAITE

■ Voilà bien longtemps que des mouvements sociaux qui concernent la classe ouvrière n'ont pas fait la une des journaux bourgeois. Il a fallu attendre cette fin de mois de novembre 1992 pour que cela se produise avec la semaine de grève qui a paralysé le métro parisien. Et si l'on en croit toutes les canailles qui prétendent nous informer, le climat social ne cesse de se dégrader en France depuis la rentrée.

En réalité toutes les luttes de ces dernières semaines, des plus petites aux plus grandes, des plus courtes aux plus longues, des plus discrètes aux plus spectaculaires, n'ont été, pour les ouvriers qui y ont été impliqués, que manipulations et pièges. A l'appui de cette entreprise générale de sabotage qui vise à pousser la classe ouvrière vers des défaites cuisantes et à répétition, on trouve encore et toujours les syndicats et en particulier celui qui fait aujourd'hui le plus de bruit, la CGT.

Depuis quinze jours, les ouvriers du métro de la capitale sont ignominieusement manipulés. Déjà le 10 novembre, suite à des discussions avec la direction sur le projet de "réforme" que celle-ci concocte contre l'ensemble des travailleurs de la RATP, tous les syndicats, depuis les autonomes jusqu'à la CGT en passant par les indépendants, avaient appelé les seuls conducteurs à des débrayages de quelques heures (les heures creuses). Pour faire monter la pression, durant les premiers jours qui ont suivi, direction et syndicats se sont entendus comme larrons en foire. Tandis que la direction dénonçait la grève comme "abusive", les syndicats durcissaient le ton et posaient de nouveaux préavis de grève pour la semaine suivante. Et, pour que le piège de la lutte derrière les syndicats se referme de façon certaine sur les ouvriers, la direction faisait carrément de la provocation, en déclarant cette grève "illicite" et en menaçant de traîner les syndicats devant les tribunaux. Ceux-ci avaient ainsi beau jeu de crier à "l'atteinte au droit de grève" et d'appeler encore plus fort à la mobilisation générale derrière eux.

C'est ainsi que les ouvriers ont été poussés dans une lutte qui n'a jamais été à leur initia-

tive, une lutte dont la forme, les modalités et les objectifs leur ont été imposés de bout en bout. En encourageant le corporatisme le plus étroit, les syndicats ont réussi à créer la division entre ouvriers au sein même de la RATP, mais surtout en jouant sur la paralysie complète du métro aux heures de pointe, ils ont poussé à ce que se crée un sentiment de "désolidarisation" entre l'ensemble des ouvriers de la région parisienne et ceux qui étaient en grève.

Ainsi, ce n'est pas seulement l'isolement des conducteurs de métro qu'ils ont obtenu, isolement qui les mène fatalement à la défaite, mais surtout, en cherchant à mystifier de telles luttes, ce qu'ils espèrent, c'est dégoûter de la lutte l'ensemble de la classe ouvrière.

Voilà pourquoi on assiste aujourd'hui à toute une offensive des syndicats visant à embarquer de nombreux secteurs ouvriers dans des luttes de cette nature. Pendant la manœuvre même à la RATP, de nombreux travailleurs des transports en commun des villes de province étaient eux aussi sollicités. Et celle-ci n'est pas encore terminée que les employés d'Air France sont appelés à la grève pour le 23 novembre et ceux de la SNCF pour le 25. Sans parler des nombreuses entreprises à travers toute la France où les ouvriers sont poussés à se battre seuls et surtout à se faire battre les uns derrière les autres.

Ce que vise ainsi la bourgeoisie en provoquant de telles luttes c'est à pousser les ouvriers à disperser leurs forces, à gaspiller leurs énergies dans des mobilisations sans efficacité et sans lendemain, c'est les mener par petits paquets à la défaite, c'est surtout les empêcher de se défendre réellement et derrière cela les démoraliser et les dégoûter de se battre.

Suivre aujourd'hui les syndicats ne peut aboutir qu'à cela ! Si la classe ouvrière veut être capable de se défendre, si elle veut faire reculer les attaques de la bourgeoisie, elle ne peut le faire qu'en rassemblant ses forces, qu'en engageant des luttes massives et unies mais surtout pas derrière les syndicats !

ELFE

LE SYNDICALISME : UN POISON POUR LES LUTTES OUVRIERES

■ Comme nous l'avons vu récemment avec les luttes en Italie, il est des pays où c'est ouvertement que les syndicats s'opposent aux intérêts des travailleurs. Cette attitude est-elle une exception, liée à une situation spécifique ou à leurs mauvais dirigeants ? En fait, que les syndicats s'opposent ouvertement aux luttes ou les "soutiennent", n'est affaire que de circonstances. L'histoire est riche d'exemples où le "méchant" syndicat de la veille est devenu "bon" et où le "bon" de la veille est redevenu le "mauvais", pour qu'on puisse affirmer, sans risque de se tromper, que n'importe quel syndicat, y compris le plus "radical", est capable du même cynisme que le plus pourri des syndicats stalinien ou sociaux-démocrates.

S'il existe des différences entre les syndicats, elles ne sont jamais que secondaires, et ne sont nullement des différences de nature.

La nature véritable des syndicats

Pour les partis de gauche du capital, cette nature ne fait pas problème : elle est ouvrière et les syndicats sont les véritables défenseurs des travailleurs. Mais lorsque leur pratique tend à démontrer ouvertement le contraire et que les travailleurs commencent à s'en méfier, viennent alors les gauchistes, notamment les trotskistes, pour clamer bien haut que malgré leur politique anti-ouvrière, les syndicats sont "quand même" des organisations ouvrières. Quels arguments donnent-ils ?

1) Les syndicats ont la confiance des travailleurs.

2) Les syndicats sont composés de travailleurs.

Les syndicats ont la confiance des travailleurs ?

C'est faux. Dans la plupart des pays industrialisés, ce n'est plus le cas depuis des années. A chaque fois que les ouvriers doivent mener une lutte importante, ils se rendent très vite compte que le premier obstacle qu'ils rencontrent, ce sont les syndicats. C'est bien pour cela que, tout au long des luttes ouvrières depuis 1968, les syndicats ont été souvent débordés et que le taux de désyndicalisation n'a cessé de croître au fil des an-

nées. Et même si les prolétaires faisaient encore massivement confiance aux syndicats, cela ne leur conférerait pas pour autant une nature ouvrière. Dans le passé, les ouvriers ont eu confiance en beaucoup d'institutions ou de démagogues qui étaient pourtant leurs ennemis jurés : les "jusqu'au-boutistes" chauvins des deux guerres mondiales, les partis stalinien et prétendus "socialistes". En réalité, le crédit que peuvent encore conserver les syndicats dans les rangs ouvriers est une des conditions pour qu'ils puissent remplir leur fonction anti-ouvrière.

Les syndicats sont composés de travailleurs ?

Même si, dans certains pays ou secteurs, beaucoup d'ouvriers ont encore une carte syndicale, il est bien établi que très peu d'entre eux participent à la vie de ces organismes. En réalité, le fonctionnement des organisations syndicales est essentiellement l'affaire des permanents qui n'ont plus rien d'ouvrier de par la fonction qu'ils occupent, et des semi-permanents qui partagent leur temps entre leur travail aux côtés des autres ouvriers et les diverses activités paritaires aux côtés des patrons (comités d'entreprise, oeuvres sociales, sécurité sociale, tribunaux des prud'hommes, etc.). C'est vrai que les syndicats sont aussi composés de véritables ouvriers, c'est-à-dire qui ne sont en aucune façon des fonctionnaires de l'appareil syndical. Il y en a probablement en aussi grand nombre qui vont à l'église ou qui votent pour Le Pen (lequel n'a jamais été, à notre connaissance, considéré par les trotskistes et autres gauchistes comme un défenseur de la classe ouvrière).

Qu'il y ait des ouvriers dans les syndicats, que ces derniers bénéficient encore d'une certaine confiance dans les rangs du prolétariat, cela signifie tout simplement que ces organismes sont des instruments d'encadrement de la classe ouvrière. Celle-ci est encadrée par nécessité ou par force dans les usines ou dans les casernes. Le fait que l'encadrement syndical soit plus subtil répond au besoin du capitalisme, pour maintenir son ordre, de faire adhérer les ouvriers aux institutions qui les oppriment. Il en est du syndicalisme comme

de la démocratie bourgeoise : qu'il mystifie ou encadre "en douceur" des ouvriers ne lui confère aucune nature ouvrière.

La véritable nature des syndicats, ce n'est, en fin de compte, pas dans les illusions des ouvriers à leur égard ou dans leur composition sociologique qu'il faut la chercher, mais bien dans la fonction qu'ils accomplissent dans la société et qui ne s'est jamais démentie depuis plus d'un demi-siècle : la défense du capitalisme, le sabotage organisé, déclaré ou hypocrite, des luttes ouvrières. Il ne s'agit pas d'organismes ouvriers mais d'agences de l'Etat bourgeois en milieu ouvrier. Quand ils sabotent les luttes, ils ne font pas "mal" leur travail ouvrier, ils font "bien" leur véritable travail au service de la bourgeoisie.

Ce n'est donc pas par hasard que, depuis la première guerre mondiale, et contrairement à ce qu'on avait pu voir avant, il n'a jamais existé de "bonnes" directions syndicales : de même que l'Etat capitaliste ne peut pas se donner une "direction ouvrière", ces institutions bourgeoises que sont les syndicats ne peuvent avoir que des directions anti-ouvrières.

Les syndicats, un embryon d'organisation pour la lutte ?

L'idée est fréquente que sans l'existence préalable d'une organisation des travailleurs, il n'est pas de lutte possible, ou que celle-ci ne peut aller très loin.

Les révolutionnaires ont toujours combattu une telle idée. Ils ont mis en évidence que l'organisation ne précède pas la lutte mais en est un produit, même si elle se transforme par la suite en un élément très important pour son développement. Ainsi, répondant aux bourgeois qui prétendaient que l'AIT (Première Internationale ouvrière) fomentait les luttes en Europe, Marx constatait que ce n'était pas "l'Internationale qui gagnait les ouvriers à la lutte, mais la lutte qui gagnait les ouvriers à l'Internationale". De même, répliquant (dans sa brochure "Grèves de masse, partis et syndicats") aux bureaucrates syndicaux de la social-démocratie allemande, qui voulaient attendre que tous les ouvriers soient organisés avant d'appeler à la lutte, Rosa Luxemburg soulignait qu'en Russie, en 1905, les

syndicats avaient surgi APRES les luttes comme produit et non comme condition de celles-ci.

En fait, il suffit de s'appuyer sur les grandes luttes ouvrières de ces vingt dernières années, pour affirmer que s'il existe au préalable une organisation unitaire en qui les ouvriers ont confiance, celle-ci est plus une entrave au développement de la lutte qu'un élément positif (voir par exemple les "coordinations" en 1987-88). En effet, quand les travailleurs ressentent le besoin de lutter et qu'il n'existe aucune structure qui soit porteuse de leurs aspirations, ils sont conduits à s'en donner une directement adaptée au besoin de la lutte, avec une participation maximale de tous les ouvriers : assemblées générales fréquentes et délibératives, élection de comités de grève directement contrôlés par les AG, etc. (voir notamment les MKS lors de la lutte massive des ouvriers de Pologne en août 1980). Par contre, lorsque les ouvriers accordent leur confiance aux syndicats dans les luttes, lorsqu'ils s'en remettent à ces "spécialistes" de la revendication et de la négociation, cela se traduit par :

- une plus grande facilité pour les syndicats de saboter les luttes de l'intérieur ;
- une moindre participation de l'ensemble des travailleurs aux questions qui les concernent, d'où une mobilisation, une combativité, une prise de conscience plus réduites.

Et, plus un syndicat se présente d'emblée comme "combatif", "radical", plus il critique les directions pourries, mieux il sait gagner la confiance des travailleurs pour les mener efficacement à la défaite.

Au fur et à mesure que vont se développer les luttes contre les attaques toujours plus brutales du capitalisme, les ouvriers vont se trouver de plus en plus confrontés aux manœuvres de sabotage des syndicats et de leurs appendices "radicaux". Ces pièges du syndicalisme, ils seront contraints de les déjouer en s'appuyant sur toutes leurs expériences passées. Ils devront être capables, au-delà de leurs différences de forme, de les reconnaître comme des ennemis de classe. Ils devront s'organiser par et pour eux-mêmes en marge et contre ces organismes, aussi "combattifs" qu'ils se présentent.

(Adapté de RI n° 67, novembre 1979)

LES "GRANDS" SONT RESPONSABLES DE LA BARBARIE GUERRIERE

(SUITE DE LA PAGE 1)

minorités croates de cette région; à la fois pour affaiblir toujours plus la position des Etats-Unis dans la région, et affermir la sienne.

Cependant, les nouveaux appétits de l'Allemagne ne se cantonnent pas aux Balkans. Ceux-ci sont intégrés à de plus vastes desseins impérialistes, de portée planétaire, qui visent l'Asie centrale et les anciennes républiques de l'URSS, mais aussi le Moyen-Orient. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre l'attention soutenue de l'Allemagne envers la Turquie, place forte et plaque tournante de tout le Moyen-Orient, à qui elle n'hésite pas à prodiguer tous les bons soins possibles, comme l'a "révélé" le scandale des ventes d'armes allemandes à la Turquie ce printemps dernier (voir "RI" n°217). Ces nouvelles ambitions de l'impérialisme germanique se trouvent opposées à l'ex-grand frère américain, qui trouve un adversaire de taille, car l'oncle Sam s'est réellement fait faire un enfant dans le dos, dans un de ses bastions les plus solides de la région moyen-orientale.

Mais ce n'est pas tout, car non seulement l'Allemagne se paye le luxe de venir narguer les Etats-Unis dans leur propre camp et de les concurrencer dans leur rôle de "gendarme du monde", mais elle se permet encore de chercher à se donner les moyens de ses ambitions, tout en tentant de se dégager clairement de l'ONU, grâce à la constitution d'un corps d'armée franco-allemand, opérationnel dès 1995.

Celui-ci revient en fait à la création d'un axe franco-allemand, base pour la constitution d'un bloc impérialiste, forcément concurrent des Etats-Unis. L'Allemagne, ce "géant entravé", ne cesse d'ailleurs de se plaindre, depuis la guerre du Golfe, du carcan politico-militaire dans lequel elle est contenue par sa Constitution, que lui ont imposé les Alliés au sortir de la deuxième guerre mondiale. Klaus Kinkel, ministre des Affaires Etrangères, af-

firmit encore récemment : "Lorsqu'un incendie se déclare, il ne suffit pas de payer les tuyaux des pompiers. On doit aussi contribuer à éteindre l'incendie." C'est-à-dire, contrairement à ce qu'elle ne peut faire aujourd'hui, prendre une part active, ouverte, et si possible de premier plan, partout où elle voudra défendre ses intérêts.

C'est bien le sens qui a été donné à ce corps d'armée franco-allemand : intervenir extra muros pour participer, presque au même titre que les Etats-Unis et l'ONU, à des opérations de "maintien de l'ordre".

Tout cela ne présage pas un avenir de "paix", malgré les discours et les campagnes "humanitaires" derrière lesquels les bourgeois des pays développés se cachent pour accomplir leurs forfaits, mais, tout au contraire, une accentuation des tensions guerrières entre les plus grandes puissances.

Le "nouvel ordre mondial", feuille de vigne d'un désordre international grandissant

Ainsi, les dirigeants de l'occident développé et "démocratique" fourbissent leurs armes; ce sont eux les principaux pousse-au-crime, et chacune de leurs actions "pacifistes", comme on l'a vu encore avec la guerre du Golfe et avec la crise yougoslave, n'a jamais pour résultat pervers que d'accélérer les guerres et les massacres, et rendre plus aiguës les tensions entre cliques impérialistes de plus ou moins second ordre.

Ils ne font qu'accélérer la déliquescence et la décomposition avancées du système capitaliste dans lesquelles baigne la planète.

Du Cambodge, où le plan de la "paix de Paris" n'a pas fait long feu, à la Somalie et à l'Ethiopie, où la plus grande famine de l'histoire de l'humanité est en route, en passant par l'Angola, où la "démocratie victorieuse" a vite fait place au carnage, jusqu'au

Kurdistan sous la "protection" de l'ONU, sans oublier l'horreur en Yougoslavie, aux portes de l'Europe "civilisée", la terre ressemble de plus en plus à un vaste charnier.

De l'aveu même de la bourgeoisie, jamais il n'y a eu autant de Casques bleus déployés de par le monde (au moins 50 000), ni autant d'argent dépensé par les grandes puissances dans des opérations "humanitaires" ou de "maintien de la paix", et jamais ces opérations n'ont autant tourné à de tels désastres.

A terme, cela ne peut signifier encore qu'une recrudescence des guerres sur l'ensemble de la planète, parce que d'une part la course va s'accélérer entre l'Allemagne et les Etats-Unis pour le contrôle du maximum de territoires, entraînant dans cette course les autres grandes puissances comme la France, et parallèlement à l'accélération et à l'approfondissement de la crise économique, et que d'autre part les petits brigands impérialistes vont aussi mettre les bouchées doubles pour en tirer le plus d'avantages.

Dans cette accentuation des tensions impérialistes et des guerres, les Etats-Unis seront contraints, non pas de se replier sur leur continent ou d'accepter la montée de l'Allemagne, mais de multiplier les interventions armées partout dans le monde, interventions armées du type "Tempête du Désert". Ils n'ont pas le choix, c'est leur survie en tant que première puissance économique et militaire qui en dépend, et ils ne peuvent pas faire machine arrière.

Aussi l'Amérique de Clinton (voir article dans ce numéro), derrière les flon-flons de la fête, va s'engager encore plus résolument que celle de Bush dans la politique de la canonière, afin de faire respecter son leadership face à l'affaiblissement de son contrôle sur la planète, et face au développement de son nouveau rival, l'Allemagne.

KW

Lisez nos brochures

GUERRE DU GOLFE

* Hier, aujourd'hui, demain

**LE CAPITALISME
C'EST LA GUERRE**

* USA, GRANDE-BRETAGNE,
FRANCE, URSS, IRAK...

**LA BOURGEOISIE
UNE CLASSE DE GANGSTERS**



FAILLITE DU CAPITALISME

LA SURPRODUCTION, MALADIE CONGENITALE DU CAPITALISME

(2e partie)

Dans la première partie de cet article, parue dans le n° 217 de "RI", nous avons mis en évidence que, face à la surproduction de marchandises, le capitalisme, dès ses origines, devait sans cesse partir à la conquête de nouveaux marchés solvables. Dans cette dernière partie, nous nous efforcerons de montrer qu'avec l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, les crises de surproduction ne peuvent déboucher que sur des guerres de plus en plus meurtrières, pour le repartage du marché mondial entre les principales puissances capitalistes.

■ Tout va très vite. Vers 1900, le partage territorial du monde est déjà achevé. La Grande-Bretagne règne sur un empire qui comprend le Canada, l'Australie, l'Inde, l'axe africain allant du Caire au Cap. La France domine l'Afrique du Nord et de l'Ouest ainsi que l'Indochine. La Chine est littéralement partagée, l'empire ottoman et les pays d'Amérique latine totalement assujettis même si ces Etats conservent l'artifice de l'indépendance. Bien sûr, ce phénomène ne s'est pas réalisé sans brutalité. Toutefois, les exactions contre les populations indigènes, aussi atroces furent-elles, n'étaient rien en comparaison des rapports de force qui couvaient entre les grandes nations impérialistes et qui allaient pleinement se déchaîner au cours de la première guerre mondiale.

L'impérialisme signe la fin de l'ascendance du capitalisme

L'épicentre de ces tensions se situe en Europe, là où le capitalisme est né, là où il est le plus développé. Certes, au début du siècle, les Etats-Unis constituent déjà la première puissance capitaliste, mais ils en sont encore à la valorisation de leur pays-continent. Ils commencent juste leur expansion impérialiste dans les Caraïbes et en Amérique latine, ce qui valut d'ailleurs à l'Espagne d'en être définitivement chassée lors de la guerre de Cuba en 1898. En 1900, Mac Kinley, président des Etats-Unis déclare : "Nous avons atteint ce degré de développement industriel tel que, pour assurer la vente de notre excédent de produits, il nous faut ouvrir à cet excédent de nouvelles voies", c'est-à-dire des marchés au-dehors. Cette explication vaut fondamentalement pour tous les pays. Quant au Japon, dernier pays à effectuer sa révolution industrielle, si déjà il a montré les dents dans sa victoire contre la Chine en 1895 et surtout contre la Russie en 1904-1905, il est non seulement bien loin du "vieux continent" mais surtout, ses appétits localisés dans l'aire pacifique ne menacent pas encore directement les intérêts des puissances européennes, hormis la Russie. Cependant, les prémices de son futur affrontement avec les Etats-Unis sont déjà posées.

Parce que c'est en Europe qu'est née la révolution industrielle, c'est de là que sont parties les premières expéditions coloniales. Les premiers partis furent les premiers servis. En tête et de loin, la Grande-Bretagne, puis la France et enfin les Pays-Bas, la Belgique, le Portugal. Pourtant, à la fin du XIX^e siècle, ce partage du monde ne correspond plus à l'importance économique des nations d'Europe. En effet, au "festin colonial", l'Allemagne est assise bonne dernière ; or celle-ci, qui s'est industrialisée vers 1860-1890, a déjà dépassé l'Angleterre : elle est la deuxième puissance industrielle mondiale, derrière les Etats-Unis, mais la première du "vieux continent". La révolution industrielle a certes été tardive, il n'empêche qu'à l'époque, le capital allemand est de loin le plus compétitif, le plus dynamique, il concurrence sévèrement tous les autres capitaux nationaux européens. Seulement voilà, si l'Allemagne se doit elle aussi, de conquérir des marchés extracapitalistes, ceux-ci ont déjà été "raflés". Elle ne peut donc plus réaliser à son profit un "domaine réservé", un empire colonial à l'image de ses voisins. En 1913, l'ensemble des investissements britanniques dans l'empire représente 47,3% des placements anglais à l'extérieur. A la même date, la part de l'empire dans le commerce extérieur du Royaume-Uni s'élève à 24,9% pour les importations et 37,2% pour les exportations. Les territoires exclusifs de l'Allemagne sont pro-

prement dérisoires au regard de sa puissance industrielle : quelques terres en Afrique (Togo, Cameroun, actuelle Namibie et Tanzanie), quelques archipels dans le Pacifique (un morceau de Nouvelle-Guinée, les Carolines, les Mariannes). D'autre part, ses produits sont victimes du protectionnisme. Il n'est donc pas étonnant de voir, à la veille du premier conflit mondial, un II^e Reich particulièrement agressif, cherchant à remettre en cause le statu-quo international. Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'y avait plus de rivalités entre les autres grandes puissances. En 1898, lorsque les Français qui empiétaient sur la chasse gardée anglaise, durent évacuer Fachoda au Soudan, on a bien cru un moment à la possibilité d'une guerre franco-anglaise. Cependant, ces antagonismes se turent momentanément face à l'Allemagne, cette dernière représentant pour les deux autres nations précédemment citées, le principal danger. Non seulement le gouvernement du Kaiser, Guillaume II, cherchait sans cesse à s'infiltrer dans les empires coloniaux déjà constitués (comme lors des crises marocaines franco-allemandes de 1905 et 1911) mais qui plus est, l'Allemagne visait à occuper la première place politique en Europe. Cela, la bourgeoisie anglaise ne pouvait l'accepter.

Ainsi très tôt, les alliances militaires, en vue d'une redistribution territoriale mondiale, se forment-elles. Dès 1879, l'alliance de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, la "Duplice", se noue (en 1882, l'Italie s'y rallie). En réaction, à partir de 1891-1893, c'est au tour de la France et de la Russie, l'Etat français finançant le développement de l'infrastructure militaire russe, notamment via la construction de voies ferrées devant servir, en cas de guerre, à acheminer les troupes tsaristes sur un front de l'Est contre l'Allemagne. En 1904, la Grande-Bretagne rejoint cette entente. Les deux camps impérialistes européens sont donc en lice dix ans avant le déclenchement du premier conflit mondial.

Les différentes crises balkaniques (1908, 1912-1913, été 1914) sont donc juste avant la guerre, les énièmes poussées de l'impérialisme allemand qui agit à travers l'Autriche-Hongrie. Cette percée avait non seulement pour objectif un accès à la Méditerranée et une main mise sur l'Europe du Sud, mais il s'agissait aussi, pour le Reich, de faire une jonction jusqu'à la Turquie et l'Irak, pays qu'il dominait.

Quatre août 1914, le monde bascule dans l'horreur. L'heure n'est plus à la recherche de marchés mais au repartage de ceux-ci par la force, par la guerre. Ici s'achève la phase ascendante du capitalisme, c'est-à-dire une période au cours de laquelle le maintien des rapports de production capitaliste allait, même si cela s'est toujours fait dans la douleur, dans le sens du progrès humain. A partir de ce moment-là, le système capitaliste entre dans une crise permanente. La planète étant limitée physiquement, et par conséquent les marchés, il ne lui est plus possible de partir à la conquête de nouvelles contrées. Le cycle qui s'ouvre jusqu'à nos jours est celui des crises, des guerres mondiales, des reconstructions, des nouvelles crises...

1914 marque l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence

L'ouverture du premier conflit mondial n'impliquait pas qu'il n'y avait plus à la surface de la Terre de secteurs archaïques précapitalistes à conquérir. Il en existait encore, seulement ceux-ci étaient devenus bien trop restreints au regard de l'ampleur atteinte par les besoins d'expansion du capitalisme mondial. Il n'y avait donc plus assez de marchés comparativement au nombre de puissances industrielles ou, dit autrement, il y avait trop de puissances capitalistes développées par rapport aux marchés existants. Comme l'exprimait très clairement ce grand serviteur du capital allemand que fut Hitler : "Les débouchés de notre monde actuel ne sont pas illimités (...) C'est le début de la lutte pour des marchés limités, lutte qui deviendra d'autant plus dure que les nations industrielles seront plus riches et que les débouchés se rétréciront de plus en plus. Tandis qu'augmente le nombre des peuples luttant pour les marchés mondiaux,

les débouchés diminuent progressivement, par suite de l'auto-industrialisation ou par un système de filiales que le pur intérêt capitaliste créera de plus en plus dans les pays étrangers (...) Plus les difficultés d'écoulement s'accroîtront, plus âpre sera la lutte pour conquérir les débouchés restants. Les premières armes de cette lutte sont les prix et la qualité des marchandises, sur lesquelles se fonde la concurrence, mais la dernière arme reste l'épée (...)"

La guerre de type impérialiste et mondiale qui, contrairement à la plupart des guerres du passé ne se déroule plus uniquement dans des zones peu explorées, mais étend son champ de bataille aux centres industriels et à la population civile, a deux "vertus" pour résoudre momentanément la crise du capitalisme. Tout d'abord, elle élimine les pays capitalistes détruits de la compétition mondiale pour les marchés. De même, elle transforme temporairement les pays sinistrés en débouchés pour les marchandises des vainqueurs qui contribuent à leur reconstruction. C'est ainsi que depuis 1914, le capitalisme en déclin vit suivant un cycle de crise, guerre, reconstruction. C'est dans ce cycle infernal de barbarie permanente et généralisée que nous devons replacer la crise actuelle.

- 1914-1918 : première guerre mondiale. Plus de dix millions de morts rien qu'aux combats.

- 1919-1929 : reconstruction.

- 1929-1938 : fin de la reconstruction. Crise économique sans précédent dans l'histoire du capitalisme. A partir de 1934-1935, le renforcement de l'Etat permet des politiques de création de marchés artificiels par l'augmentation des commandes gouvernementales. Cela se vérifie avec le stalinisme en

Russie, le fascisme en Italie et en Allemagne, le New Deal aux Etats-Unis et le Front Populaire en France. C'est surtout le temps du réarmement intensif. Le chômage est assurément résorbé, seulement dès 1938 une nouvelle crise économique mondiale fait son apparition.

- 1939-1945 : seconde guerre mondiale. Plus de 50 millions de morts. Exceptés les USA, presque tous les grands centres industriels sont touchés.

- 1945-1967 : de nouveau la reconstruction plus longue cette fois-ci car la destruction a été beaucoup plus importante. La guerre entre les puissances hégémoniques URSS-Etats-Unis devient permanente par le biais des conflits locaux essentiellement dans les pays sous-développés.

Les années 1965-1967 marquent globalement pour l'ex-bloc occidental la fin de la reconstruction qui a suivi la guerre. En conséquence, depuis 1914, on ne peut comptabiliser guère plus de 30 ans de croissance économique et encore, basée uniquement sur des destructions inouïes.

Aujourd'hui donc, rien n'est résolu. Depuis 25 ans, le capitalisme mondial, y compris bien sûr à l'Est, n'en finit pas de se débattre dans une crise qu'il ne peut résorber. Toutes les politiques de relance par le crédit ont fait faillite et n'ont fait qu'aggraver le mal. Tout comme au début du siècle, mais plus que jamais à présent étant donné l'ampleur du désastre, il appartient au prolétariat international de mettre un terme à ce monde d'extrême barbarie. Jamais n'a été aussi brûlante la nécessité d'instaurer une société qui réponde à la satisfaction des besoins humains et non à l'absurde logique du profit.

Greg

Négociations du GATT

LE MYTHE DE "L'EUROPE UNIE" ECLATE

■ L'accord signé le 20 novembre dernier entre le représentant de la CEE et celui des Etats-Unis, accord qui prévoit une baisse de 21% des exportations agricoles subventionnées de la Communauté et une limitation des surfaces cultivées en oléagineux, est une illustration particulièrement éloquent de la guerre commerciale sans merci qui met aux prises les pays les plus développés. En fait d'"accord", c'est un véritable diktat que les USA sont parvenus à imposer à leurs "partenaires". Pour cela, ils ont fait appel à des méthodes dignes de celles des gangsters de la pègre. Car c'est sous la menace directe de violentes mesures de rétorsion, comme celle d'une surtaxe de 200% pour certains produits agricoles et alimentaires provenant de la CEE - en particulier des produits français comme le vin blanc -, que les Etats-Unis sont parvenus à leurs fins. Et comme ce volet est loin de représenter le gros des négociations commerciales en cours, cela laisse présager du climat de brutalité dans lesquelles celles-ci vont continuer à se dérouler.

Mais la signature de cet accord a encore mis à bas le mythe de l'"Europe unie" dont on nous a saoulé pendant des mois et pour lequel nous avons été invités à nous mobiliser vers les urnes il y a deux mois à peine. L'exemplaire, le fameux "esprit de solidarité" européen vient de voler en éclats.

La France, qui, du fait du poids de l'agriculture dans son économie, ruait le plus dans les brancards contre un tel aboutissement, a été littéralement "lâchée" par les autres membres de la CEE qui avaient beaucoup moins à perdre, du point de vue des intérêts de leur capital national, dans l'opération. On voit bien là l'incapacité totale de la CEE à construire non seulement une politique agricole commune mais quelque économie commune que ce soit. Cela montre une fois de plus que la guerre impitoyable que se livrent les différentes grandes puissances pousse toujours davantage au déchaînement du chacun pour soi.

KW

Russie 1917

(SUITE DE LA PAGE 8)

Mais la tentative échoue de manière retentissante. La réaction massive des ouvriers et des soldats, leur ferme organisation dans le Comité de défense de la révolution - qui, sous le contrôle du Soviet de Pétrograd, se transformera plus tard en Comité militaire révolutionnaire, organe de l'insurrection d'Octobre - font que les troupes de Kornilov, ou bien restent immobilisées et se rendent, ou bien désertent pour rejoindre les ouvriers et les soldats, ce qui arrive dans la plupart des cas.

"(...) les soldats et les matelots russes de 1917, qui n'exécutaient pas les ordres officiels, même sous les yeux des commandants, saisissaient au vol, avidement, les ordres de la révolution et, plus souvent encore, les exécutaient, de leur propre initiative, avant même de les avoir reçus. (...) (1)"

La lutte révolutionnaire du prolétariat constitue l'unique espoir de libération pour

toutes les masses exploitées. Comme la révolution russe l'a mis en évidence, les ouvriers purent gagner à leur cause les soldats, des paysans sous l'uniforme dans leur majorité, et toute la population paysanne en général. Le prolétariat confirmait ainsi que la révolution n'est pas seulement une réponse en défense de ses propres intérêts, mais également la seule issue possible pour en finir avec la guerre et les rapports sociaux de l'oppression capitaliste et de l'exploitation en général.

(d'après la "Revue Internationale" n° 71)

1. Trotsky, Histoire de la révolution russe, ed. Seuil.
2. Ana M. Pankratova, Les conseils d'usine dans la Russie de 1917.
3. Deux mois plus tôt, lorsque cette revendication fut mise en avant par Lénine dans ses fameuses « Thèses d'avril », elle fut repoussée au sein même du parti bolchevik comme utopique, abstraite, etc.

Interventions du CCI

COMMENT COMPRENDRE LES LUTTES MASSIVES EN ITALIE ?

Les luttes massives du prolétariat en Italie en septembre-octobre ont donné lieu à de multiples questionnements parmi nos lecteurs et sympathisants. Dans cet article, nous tenterons succinctement de répondre à deux questions qui sont revenues à plusieurs reprises dans les discussions, que ce soit au cours de nos réunions publiques, dans nos permanences ou lors des ventes de notre presse : les luttes en Italie, par les formes qu'elles ont prises, n'exprimeraient-elles pas un certain désespoir dans la classe ouvrière ? Ou, au contraire, n'ouvriraient-elles pas un chemin sans entrave pour un redéploiement de la lutte de classe ?

■ Pour ce qui concerne la première question qui fut posée notamment par un des participants à notre dernière réunion publique à Toulouse, une première remarque s'impose : c'est la façon dont la bourgeoisie a rendu compte, au niveau international, de ces événements, qui constitue un premier critère pour évaluer la dynamique de ces luttes. Ainsi, le black out général fait, dans tous les pays d'Europe, par la classe dominante, montre qu'il s'agit d'une situation qu'elle ne souhaite pas voir se développer dans les autres pays. C'est justement parce que la bourgeoisie redoutait que les ouvriers des autres pays industrialisés ne se reconnaissent dans la riposte de leurs frères de classe en Italie, que tous ses médias aux ordres se sont bien gardés de faire allusion à cet événement (voir notre article sur les médias dans "RI" n° 217).

Par ailleurs, s'il est vrai que la manière dont les ouvriers en Italie ont manifesté leur colère contre les syndicats n'a pu déboucher que sur des actions "défouloir" (orchestrées surtout par les groupuscules d'extrême-gauche du capital qui animent les syndicats

"de base"), et non sur une prise en charge réelle de la lutte par la classe ouvrière elle-même, cela ne signifie nullement qu'il s'agisse d'un mouvement sans perspective. Contrairement à ce que cherchait à nous faire croire la bourgeoisie, lorsque, vers la fin du mouvement, les médias nous ont présenté des images d'ouvriers se heurtant avec la police ou avec le cordon sanitaire syndical dans les manifestations, ces luttes n'ont rien à voir avec une explosion de colère aveugle et sans lendemain. L'amertume que ressentent aujourd'hui les ouvriers, comme après chaque défaite, va les obliger à tirer les leçons de ce mouvement. Et c'est au fur et à mesure qu'ils comprendront la nécessité, d'abord de reprendre le combat une fois cette défaite digérée, ensuite de mener ce combat par d'autres moyens, qu'ils seront amenés à mettre en avant leur propres méthodes de lutte et à ne compter que sur eux-mêmes.

C'est bien pour cela qu'il ne faut pas tomber dans l'erreur inverse qui consiste à surestimer les potentialités immédiates de la lutte de classe en s'appuyant sur le caractère anti-syndical du mouvement en Italie.

S'il est vrai que ces luttes ont constitué un premier pas vers un redéploiement général de la combativité ouvrière dans tous les pays (voir "RI" n° 217), il ne s'agit pas d'en déduire que la lutte de classe va se développer en brisant d'emblée le carcan syndical. Le recul qu'a subi le prolétariat mondial avec l'effondrement du bloc de l'Est (qui a permis à la bourgeoisie d'inoculer le mensonge de la "faillite du communisme"), n'est pas encore dépassé. En particulier, la confiance de la classe ouvrière en ses propres forces, elle ne pourra la retrouver que progressivement à travers le processus heurté, difficile, de reprise de ses luttes contre les attaques capitalistes. De plus, face à cette situation, la bour-

geoisie ne reste pas inactive. Partout, on voit la classe dominante faire des pieds et des mains pour ramener les ouvriers derrière le mot d'ordre de "défense de la démocratie". Partout, on voit les syndicats et leurs appendices gauchistes s'agiter et occuper tout le terrain de la lutte. Comme l'ont montré les luttes en Italie, les illusions sur le syndicalisme (en particulier sur le syndicalisme "alternatif" ou "radical"), et sur les institutions démocratiques en général, pèsent encore très lourd sur la conscience des ouvriers. Ce n'est donc pas du jour au lendemain que le prolétariat pourra dépasser tous ces obstacles qui constituent encore une entrave au développement de sa conscience, de sa propre force en tant que classe, de sa capacité à affirmer sa propre perspective révolutionnaire. Le chemin est encore long et difficile car le prolétariat ne peut pas faire l'économie de l'expérience. C'est à travers ses maints échecs qu'il pourra dépasser toutes les mystifications de la bourgeoisie.

C'est justement parce que les révolutionnaires gardent toute leur confiance dans les capacités de la classe ouvrière qu'ils ne cèdent ni à l'optimisme béat, ni au pessimisme morbide.

Cette confiance n'est nullement fondée sur une vision mystique de la lutte de classe, mais sur une réalité historique : dans une situation où le prolétariat affirme sa détermination à refuser les sacrifices pour la défense de l'économie nationale, comme on vient encore de le voir en Italie, l'aggravation catastrophique de la crise et des attaques qu'il subit contre toutes ses conditions de vie, ne peut que le contraindre à reprendre le chemin de ses luttes, à retrouver confiance en lui-même pour pouvoir déjouer tous les pièges de la bourgeoisie.

Camille

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME : Italie, Grande-Bretagne, France...

SYNDICALISME ET CORPORATISME : DES PIEGES MORTELS POUR LES LUTTES OUVRIERES

Le CCI tient régulièrement des réunions publiques et permanences dans plusieurs villes. Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions se veulent être un lieu ouvert d'échange de points de vue, d'orientation et d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe. Alors que dans les réunions publiques le débat s'organise autour d'un thème précis, introduit par une bref exposé de notre organisation, les permanences sont consacrées plus directement aux questions et préoccupations des participants.

GRENOBLE :

Permanence le samedi 12 décembre à 15h, brasserie "La Savoie", avenue Felix Viollat (face à la gare).
Vente de la presse au marché St Bruno le samedi 12 décembre à 11h.

LILLE :

Réunion publique le samedi 19 décembre, à 14h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Permanence le samedi 23 janvier de 14h30 à 16h30, même adresse
Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Réunion publique le samedi 19 décembre à 17h à la MAJO, 2, impasse Métral, Villeurbanne (métro République).
Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin le 3e dimanche de chaque mois, à partir de 11h30 et au métro Bellecour (entrée côté place) le 3e mercredi de chaque mois de 17h30 à 18h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le samedi 19 décembre à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h sortie métro Chartreux.
Permanence le 13 janvier à 18h30 à "L'Artistic-Bar", 4, cours Joseph-Thierry, Marseille 1er.

NANTES :

Réunion publique le samedi 12 décembre à 17h à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).
Permanence le vendredi 4 décembre à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite Hollande le samedi 12 décembre de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Permanences tous les samedis sauf le 26 décembre, de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.
Vente de la presse au marché de St-Denis (métro St-Denis-Basilique) le 2e dimanche du mois à partir de 11h30.

ROUEN :

Permanence le samedi 5 décembre à 14h à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le jeudi 17 décembre à 21h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourgette, route de Seysses-Toulouse.
Permanences les vendredis 11 décembre et 8 janvier à 18h30. Rendez-vous brasserie "Saint-Exupéry", avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 13 et 20 décembre de 11h à 12h au marché aux Puces (place St-Sernin).

TOURS :

Réunion publique le 19 décembre à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.
Vente de la presse les deuxièmes vendredis de chaque mois de 10h30 à 11h30 au marché de la place St Paul au Sanitas.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimale de 50 F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de "RI" ou 5 de la "Revue Internationale" ou les numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

D (Rouen) : 300F ;

Toulouse : Réunion publique d'octobre
De : 100F ; A.M : 50F ; G : 50F ; F. : 50F ;
Morane : 100F

Tours : Permanence d'octobre
Bacalao : 100F

TOTAL : 750F

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI :

ANGERS : "Contact", rue Lepneveu

BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste-Catherine

BREST : "Maison de la Presse", 64, rue Jean-Jaurès

CLERMONT-FERRAND :

. "Le Papyvot", 3, rue de l'Ente

. Librairie Jean Rome, 1, rue des Gras

. Maison de la Presse, place de Jaude

DIEPPE : Maison de la Presse, 102, Grande rue

DUNKERQUE : Maison de la Presse, 34, rue Poincaré

GRENOBLE :

. "Le Sphynx", 6, rue Brocherie.

. "L'encore sympathique", 6, rue St Laurent

LAVAL :

. "Point presse", Centre Cial La Mayenne

. Maison de la Presse, place de La Trémoille

LE HAVRE :

. "Presse des Halles", 27, place des Halles-Centrales

LILLE :

. "Galerie", 57, rue de Béthune

. Café-restaurant "Le Rainbow", 17, rue du Mal-de-

Lattre-de-Tassigny

. "Le Comte de Monte-Cristo", Centre commercial

V2 n°84, Villeneuve d'Ascq

LYON :

. "La Gryphe", 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)

. "La Proue", 15 rue Childebert (2^e)

MARSEILLE :

. "Odeur du Temps", 35, rue Pavillon (1er)

. "Le Temps de Vivre", 54, la Canebière (1er)

. Maison de la Presse, quai de Stalingrad, (La Ciotat)

MELUN : "La Porte Ouverte", 19, rue du Gal-de-Gaulle

MONTAUBAN :

. Maison de la Presse, rue de la République

MONTPELLIER :

. "Librairie Les Sèvres", 49, rue de l'Université

NANTES : "Vent d'Ouest", 5, pl. du Bon-Pasteur

. "Tabacs, Presse", 9, rue de Budapest

. "Lanoë", 2, rue de Verdun

. "Librairie des Boulevards", 20, bd des Anglais

NICE : "Le Temps de Vivre", 50 bd de la Madeleine

ORLEANS :

. "Temps Modernes", rue N-D-de-la-Délivrance

PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis, rue d'Alésia (14^e)

. "Parallèles", 47, rue St-Honoré (1^{er})

. "FNAC" Forum des Halles (1^{er})

. "La Boulangerie", 67, rue de Bagnex (Montrouge)

SAINT-NAZAIRE :

. "Le Temps de Vivre", 71, rue Jean-Jaurès

TOULON : Hall de Presse, bd Mal-Leclerc

TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60, rue Bayard

. "FNAC", 81, bd Carnot, 31071 Toulouse Cedex

. "Les Arcades", place du Capitole

TOURS : "Le Livre d'occasion", 107, rue Colbert

PUBLICATIONS DU CCI :

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT,
sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258, Valencia 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, BXL 11000 Bruxelles - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 Stockholm, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549, 1001 GM Amsterdam HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
London WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 5000 Köln, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)

(publication en langue Hindi)

Pour tout contact, correspondance ou souscription,
écrire à l'adresse de World Revolution, avec la
mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE (12 numéros du journal) : FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE (4 numéros de la Revue Internationale) : FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) : FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

- RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.

- Revue Internationale : abonnement à

2 : 145F ; à 3 : 250F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à l'ordre de "R.I.-CCP 202 3302 X-PARIS", à adresser à RI, BP 581 75027 PARIS CEDEX 01,

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

REVOLUTION INTERNATIONALE

R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

BROCHURES :

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (15F + 3F pour frais d'envoi)
NATION OU CLASSE (15F + 3F)
LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (30 F + 3F)
PLATEFORME ET MANIFESTE DU C.C.I. (15F + 3F)
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (15F + 3F)
LA DECADENCE DU CAPITALISME (15F + 3F)
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION (20F + 6F)
LA REVOLUTION RUSSE (15F + 3F)
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88) (10F + 6F)
GUERRE DU GOLFE (15F + 6F)
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE (80F + 12F)
LA GAUCHE HOLLANDAISE (120F + 12F)
L'EFFONDREMENT DU STALINISME (20F + 6F)

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267
Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés : ISSN 0336 464 X

RUSSIE 1917 : UNE REVOLUTION DES MASSES PROLETARIENNES ET NON UN PUTSCH DES BOLCHEVIKS

L'effondrement dans le tourbillon de la crise économique mondiale des régimes de capitalisme d'Etat en URSS et dans tout l'ex-bloc de l'Est européen a fourni l'occasion à tous les détracteurs de la révolution russe de 1917 de renforcer les vieux mensonges colportés depuis des décennies sur cet événement historique. Parmi ceux-ci, il en est un qui consiste à présenter la prise du pouvoir par le prolétariat en Russie comme un vul-

gaire coup d'Etat, une manipulation par le parti bolchevik des masses arriérées de la Russie tsariste. Nous publions ici de larges extraits d'un article paru dans la notre "Revue Internationale" n° 71, qui met en évidence le fait que la révolution russe de 1917 était d'abord et avant tout une oeuvre collective du prolétariat dans le cadre international d'une vague de révoltes de la classe ouvrière contre la guerre et le système capitaliste.

roula une lutte incessante, tantôt dramatique, tantôt imperceptible, mais toujours acharnée, pour la conquête du soldat. (...) Les ouvriers ne cèdent point, ne reculent pas et, sous les balles, entendent parvenir à leur but. Au près d'eux, les ouvrières, mères et soeurs, épouses et compagnes. Et puis l'heure n'est-elle point venue dont on avait si souvent parlé à voix basse, dans les recoins : si l'on se mettait tous ensemble ? » (1)

Milioukov... L'agitation ne se limitait pas à Pétrograd. A Moscou, les ouvriers qui abandonnaient les machines et les soldats qui sortaient de leurs casernes envahirent les rues avec leurs protestations bruyantes. » (1)

■ « La Révolution russe de 1917 ce fut d'abord et avant tout cela : une grandiose action des masses exploitées pour tenter de détruire l'ordre qui les réduit à l'état de bêtes de somme de la machine économique et de chair à canon pour les guerres entre puissances capitalistes. Une action où des millions de prolétaires, entraînant derrière eux toutes les autres couches exploitées de la société, sont parvenus à briser leur atomisation, à s'unifier consciemment, à se donner les moyens d'agir collectivement comme une seule force. Une action pour devenir maîtres de leurs propres destinées, pour commencer la construction d'une autre société, une société sans exploitation, sans guerres, sans classes, sans nations, sans misère : une société communiste. » ("Revue Internationale" n° 51 : "Il y a 70 ans, la révolution russe".)

La révolution russe : fer de lance du mouvement international du prolétariat contre la guerre mondiale

(...) Après s'être laissé entraîner par les vains patriotiques et les tromperies « démocratiques » des gouvernements, avalisés par la trahison de la majorité des partis social-démocrates et des syndicats, le prolétariat international commença à réagir contre la barbarie guerrière à partir de la fin 1915. Grèves, révoltes contre la faim, manifestations contre la guerre, éclatent en Russie, en Allemagne, en Autriche, etc. Au front, surtout dans les armées russe et allemande, surgissent des mutineries, des désertions collectives, des fraternisations entre soldats des deux côtés. A la tête du mouvement se trouvaient les internationalistes - les bolcheviks, les spartakistes, toute la gauche de la 2e Internationale qui, depuis l'éclatement de la guerre en août 1914, la dénonçaient sans faiblesse comme une rapine impérialiste, comme une manifestation de la débâcle du capitalisme mondial, comme le signal pour que le prolétariat remplisse sa mission historique : la révolution socialiste internationale.

A l'avant-garde de ce mouvement international qui arrêtera la guerre et ouvrira la possibilité de la révolution mondiale, depuis 1915 les ouvriers russes lancent des grèves économiques qui sont durement réprimées. Cependant, le mouvement s'accroît : le 9 janvier 1916, anniversaire du début de la révolution de 1905, est célébré par des grèves massives des ouvriers. De nouvelles grèves éclatent tout au long de l'année, accompagnées de meetings, de discussions, de revendications, d'affrontements avec la police.

« Vers la fin 1916, le coût de la vie s'élève par bonds. A l'inflation et à la désorganisation des transports, s'ajoute une véritable pénurie de marchandises. La consommation, vers cette date, s'est réduite de plus de moitié. La courbe du mouvement ouvrier dessine une montée brusque. A dater d'octobre, la lutte rentre dans une phase décisive, unifiant toutes les variétés de mécontentement : Pétrograd prend son élan pour le grand saut de Février. Dans les usines déferlent les meetings. Sujets traités : les approvisionnements, la vie chère, la guerre, le gou-

vernement. Les tracts des bolcheviks sont diffusés. Des grèves politiques se déclarent. A la sortie des usines ont lieu des manifestations improvisées. Il arrive que les ouvriers de certaines entreprises fraternisent avec les soldats. Une grève violente éclate, en protestation contre le procès fait aux matelots révolutionnaires baltes. (...) Les esprits sont surexcités, les métallos ont pris les devants, les ouvriers sentent de plus en plus qu'il n'y a pas de retraite possible. Dans chaque usine se détache un noyau d'action, le plus souvent aggloméré autour des bolcheviks. Les grèves et les meetings se suivent sans interruption durant les deux premières semaines de février. Le 8, à l'usine Poutilov, les policiers sont accueillis par "une grêle de ferraille et de scories". Le 14, jour de l'ouverture de la Douma, il y eut à Pétrograd environ 90 000 grévistes. Plusieurs entreprises fermèrent aussi à Moscou. Le 16, les autorités décidèrent d'introduire à Pétrograd les "cartes de pain". Cette innovation accrut la nervosité. Le 19, près des boutiques d'approvisionnement, des attroupements se formèrent, composés surtout de femmes, et tous réclamaient du pain. Le lendemain, dans certains quartiers de la ville, on saccagea des boulangeries. Ce furent les éclairs précurseurs de l'insurrection qui devait éclater quelques jours plus tard. » (1)

Un mouvement de masse

Ce sont là les étapes successives d'un processus social qui apparaît aujourd'hui utopique à beaucoup d'ouvriers : celles de la transformation par les travailleurs d'une masse soumise et divisée, en une classe unie qui agit comme un seul homme et devient apte à se lancer dans le combat révolutionnaire comme le montrent les cinq jours du 22 au 27 février 1917.

« Les travailleurs se présentent dès le matin dans leurs usines et, au lieu de se mettre au travail, ouvrent des meetings après quoi ils se dirigent vers le centre de la ville. De nouveaux quartiers, de nouveaux groupes de la population sont entraînés dans le mouvement. Le mot d'ordre "Du pain" est écarté ou couvert par d'autres formules : "A bas l'autocratie !" et "A bas la guerre !" Les manifestations ne cessent pas sur la Perspective Nevski (...)

Sous le drapeau de la "Journée des femmes", le 23 février, se déclenche une insurrection longtemps mûrie, longtemps contenue, des masses ouvrières de Pétrograd. La première phase fut la grève. En trois jours, elle s'étendit au point de devenir pratiquement générale. Ce seul fait suffisait déjà à donner de l'assurance à la masse et à la pousser en avant. La grève, prenant un caractère de plus en plus offensif, accentué, se combina avec des manifestations qui mirent en présence les foules révolutionnaires et les troupes. (...) La masse ne veut plus battre en retraite, elle résiste avec une fureur optimiste et tient la rue même après avoir essuyé des salves meurtrières. (...) Ne tirez pas sur vos frères et soeurs !" crient les ouvriers et les ouvrières. Et pas seulement cela : "Marchez avec nous !" Ainsi dans les rues, sur les places, sur les ponts, aux portes des casernes, se dé-

Les classes dirigeantes n'arrivent pas y croire, elles pensent qu'il s'agit d'une révolte qui disparaîtra avec une bonne punition. L'échec retentissant des actions terroristes de petits corps d'élite commandés par des colonels de la gendarmerie met en évidence les vraies racines du mouvement : « La révolution semble à des chefs d'armées, entrepreneurs en paroles, indéfendable (...) ; il suffirait, semble-t-il, de lever le sabre sur toute cette cohue et elle s'éparpillerait aussitôt sans demander son reste. Mais c'est là une grossière illusion d'optique. Un chaos seulement en apparence. Là-dessous a lieu une irrésistible cristallisation des masses sur de nouveaux axes. » (1)

Une fois rompues les premières chaînes, les ouvriers ne veulent plus reculer et, pour ne pas avancer à l'aveuglette, ils reprennent l'expérience de 1905 en créant les soviets, des organisations unitaires de l'ensemble de la classe en lutte. Les soviets sont tout de suite accaparés par les partis menchevik et socialiste-révolutionnaire, vieux partis ouvriers passés au camp bourgeois avec leur participation à la guerre, et permettent de former un gouvernement provisoire composé de « grandes personnalités » russes de toujours : Milioukov, Rodzianov, Kerenski.

La première obsession de ce gouvernement est de convaincre les ouvriers qu'ils doivent « revenir à la normale », « abandonner leurs rêves », devenir la masse soumise, passive, atomisée, dont la bourgeoisie a besoin pour maintenir ses affaires et continuer la guerre. Les ouvriers ne cèdent pas. Ils veulent vivre et développer la nouvelle politique : celle qu'ils exercent eux-mêmes, unissant en un lien inséparable la lutte pour leurs intérêts immédiats et la lutte pour l'intérêt général.

Ainsi, face à la résistance des bourgeois, des mencheviks et socialistes-révolutionnaires, selon lesquels « ce qui importe, c'est de travailler et de ne pas revendiquer, car, maintenant, nous avons la liberté politique », les ouvriers revendiquent la journée de 8 heures pour avoir la « liberté » de se réunir, de discuter, de lire, d'être avec les leurs : « Une vague de grèves recommença après la chute de l'absolutisme. Dans chaque usine ou atelier, sans attendre les accords signés en haut, on présente des revendications sur les salaires et la journée de travail. Les conflits s'aggravent de jour en jour et se compliquent dans une atmosphère de lutte. » (2)

Le 18 avril, Milioukov, ministre libéral du parti Cadet du gouvernement provisoire, publie une note provocatrice réaffirmant l'engagement de la Russie avec les alliés dans la continuation de la guerre impérialiste. Les ouvriers et les soldats répondent immédiatement : des manifestations spontanées surgissent, on tient des assemblées massives dans les quartiers, les régiments, les usines :

« L'agitation qui s'était développée dans la ville ne reculait pas. Des foules se réunissaient. Les meetings continuaient. On discutait dans les rues. Dans les tramways, les voyageurs se divisaient entre partisans et adversaires de

Le 20 avril, une gigantesque manifestation impose la démission de Milioukov. La bourgeoisie doit reculer dans ses plans guerriers. Mai enregistre une activité frénétique d'organisation. Il y a moins de manifestations et moins de grèves, ce qui n'exprime pas un reflux du mouvement, mais plutôt le contraire, son avancée et son développement, car les ouvriers se consacrent à un aspect de leur combat jusqu'alors peu développé : leur organisation massive. Les soviets s'étendent jusqu'au fin fond de la Russie, et autour d'eux, apparaît une multitude d'organes de masse : comités d'usine, comités de paysans, soviets de quartier, comités de soldats. A travers eux, les masses se regroupent, discutent, pensent, décident. A leur contact, les groupes de travailleurs les plus attardés se réveillent.

Les ouvriers et les soldats commencent à se fatiguer des éternelles promesses du gouvernement provisoire et de l'appui qu'apportent à ce dernier les socialistes mencheviks et socialistes-révolutionnaires. Ils voient comment augmentent les difficultés d'approvisionnement, le chômage, la faim. Ils voient que, face à la guerre et à la question paysanne, ceux d'en haut n'offrent que des discours ampoulés. Ils sont fatigués de la politique bourgeoise et ils commencent à entrevoir les conséquences ultimes de leur propre politique : la revendication de tout le pouvoir aux soviets se transforme en aspiration des larges masses ouvrières. (3)

Juin est un mois d'intense agitation politique qui culmine avec les manifestations armées des ouvriers et des soldats de Pétrograd les 4 et 5 juillet : « La première place a été prise par les usines. (...) Là où les dirigeants hésitent ou font de l'opposition, la jeunesse ouvrière contraint le membre du comité d'usine qui est de service à donner le coup de sirène pour l'arrêt du travail. (...) Toutes les usines étaient en grève, des meetings se tenaient. On élisait des dirigeants pour la manifestation et des délégués qui présenteraient des revendications au Comité exécutif. » (1)

Les journées de juillet se soldent cependant par un échec amer pour les travailleurs. La situation n'est pas encore mûre pour la prise de pouvoir car les soldats ne sont pas pleinement solidaires des ouvriers : les paysans sont pleins d'illusions sur les socialistes-révolutionnaires et le mouvement en province est en retard par rapport à la capitale.

Dans les mois suivants d'août et de septembre, touchés par l'amertume de la défaite et par la violence de la répression bourgeoise, les ouvriers vont être amenés à résoudre pratiquement ces obstacles, non pas en suivant un plan d'action pré-établi, mais dans un « océan d'initiatives », dans les luttes et les discussions dans les soviets qui vont matérialiser la prise de conscience du mouvement. Les actions des ouvriers et celles des soldats vont fusionner pleinement (...)

Avec la défaite de juillet, la bourgeoisie croit pouvoir en finir avec ce cauchemar. Pour cela, partageant la besogne entre le bloc « démocratique » de Kerenski et le bloc ouvertement réactionnaire de Kornilov, chef des armées, elle organise le coup d'Etat de ce dernier qui rassemble des régiments de Cosaques, de Caucasiens, etc., qui semblent encore fidèles au pouvoir bourgeois, et essaye de les lancer contre Pétrograd.

(SUITE PAGE 6)

NOS POSITIONS

* Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XXe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à

une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation

syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

. La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

. L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

. Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.